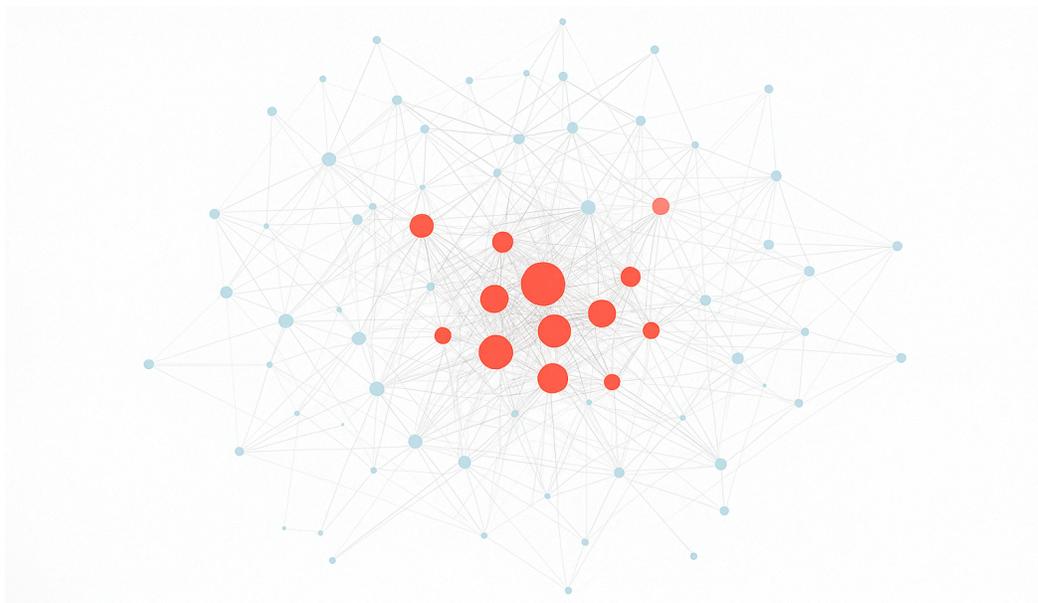


Manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) au Sénégal



Etude réalisée par AfricTivistes

Cheikh Fall
Aisha Dabo

Analystes et chercheurs : Dr Sylla Sow, Emmanuel Diokh, Mamadou Diop

-- Juillet 2025 --

Sommaire

Sommaire	1
Glossaire	3
I. Résumé exécutif	6
II. Introduction	9
II.1. Présentation du Rapport	9
II.2. Partenariat AfricTivistes et International IDEA	10
III. Mission - Présentation de l'Étude	10
III.1 - Objectif et portée de l'Étude	10
III.2 - Contexte justificatif de l'Étude	11
a. Présentation général du pays de l'Étude : Le Sénégal	11
b. Le Sénégal et les FIMI	12
c. Stabilité relative du Sénégal et risques sécuritaires	12
d. Passé colonial récent	13
e. Atouts stratégiques	14
IV. Hypothèses de l'étude	14
IV.1. Hypothèse géopolitique	14
IV.2. Hypothèse sécuritaire	15
IV.3. Hypothèse politique	15
IV.4. Hypothèse postcoloniale	15
IV.5. Hypothèse économique	15
V. Méthodologie de l'étude sur la manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) au Sénégal	16
V.1. Approche thématique	16
V.2. Techniques de collecte de données	16
V.3. Sources utilisées	17
V.4. Période d'analyse	17
V.5. Validation des résultats	18
VI. Résultats	18
VI.1. Cartographie des parties prenantes	18
VI.2. Dynamiques Locales et acteurs impliqués	20
VI.2.1. Ingérence via les technologies numériques : Cas d'étude Élections Présidentielles 2019 au Sénégal	20
VI.2.1.1. Les catalyseurs de l'ingérence numérique dans les processus électoraux au Sénégal en 2019.	21
VI.2.1.2. Facebook et les élections présidentielles au Sénégal : Des règles de modération de contenu incohérentes et abusives	22
VI.2.1.3. Election présidentielle 2019 au Sénégal: La manipulation électorale basée sur les données par technique de microciblage	24

VI.2.1.4. Écosystème multinational d'ingérence électorale par les technologies : acteurs étrangers et vulnérabilités institutionnelles	26
VI.2.1.5. Cartographie des techniques d'ingérence par le biais du numérique (2019 - 2024)	28
VI.2.1.6. Typologies des acteurs étrangers impliqués de l'ingérence numérique électorale au Sénégal	30
VI.2.2. Médias, Post-vérité et polarisation de l'espace public	31
VI.2.2.1. De la vulnérabilité des modèles économiques des médias sénégalais	32
VI.2.2.2. Activités politiques des propriétaires de médias et financements étrangers	34
VI.2.2.2.1. Abdoulaye Wade et la licence de Youssou Ndour	34
VI.2.2.2.2. Orientation politique des propriétaires de médias	34
VI.2.2.2.3. Propriétaires-militants : quand l'engagement politique redessine les lignes éditoriales	35
VI.2.2.2.4. Médias transnationaux, influence éditoriale et vulnérabilités informationnelles : Médias sénégalais alignés l'influence étrangère (catalyseur 8)	39
VI.2.2.3. Post-vérité et polarisation de l'espace public	41
VI.2.3. Soft power et réseaux d'influence russes par des acteurs politiques en relais locaux	43
VI.2.3.1. Soft power éducatif et scientifique	43
VI.2.3.1.1. Comment les réseaux d'influence russes s'imbriquent-ils dans les catalyseurs FIMI d'International IDEA en utilisant le soft power éducatif et scientifique ?	45
VI.2.3.1. Poids d'une influence par les médias	46
VI.2.3.4. Un solide réseau de relais locaux d'influence russe	47
VI.2.4. "Diplomatie" française institutionnalisée et influence politique stratégique	49
VI.2.5. Partenariat et coopération chinoise discrètes	53
VI.2.5.1. Accords et partenariats médias (vecteurs d'influence stratégique)	54
VI.2.5.2. Diplomatie économique, infrastructures et voyages de presse	55
VI.3. Cadre légal et politiques favorisant les FIMI	57
VI.3.1. Revue du cadre normatif de la diffusion de l'information étrangère	58
VI.3.1.1. Parution de l'information étrangère dans les médias	58
VI.3.1.2. Diffusion de production, d'exploitation et de promotion cinématographiques et audiovisuelles	59
VI.3.1.3. Information étrangère relative à l'apposition d'information publicitaire	60
VI.3.2. Appréciation critique du cadre de l'encadrement de l'information manipulé au Sénégal	61
VII. Recommandations générales	63
VII.1. Recommandations pour la résilience du cadre légal	63
VII.2 – Recommandations pour les Institutions publiques	64
VII.3 – Recommandation aux Médias et journalistes	65

VII.4 – Recommandations pour la Société civile	66
VIII. Bibliographie et sources citées	66

Glossaire

Terme	Explications	Sources
AFRICTIVISTES	Réseau panafricain qui utilise les <i>civic tech</i> pour la démocratie	https://africtivistes.com/fr/
International IDEA	International Institute for Democracy and Electoral Assistance	https://www.idea.int/about-us
Crowdsourcing	Collecte d'informations fondée sur la participation volontaire d'un grand nombre de personnes en ligne	https://shs.cairn.info/revue-management-et-avenir-2011-1-pag-e-254?lang=fr
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	https://www.ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/?lang=fr
AES	Alliance des Etats du Sahel	https://www.jeuneafrique.com/institutions/alliance-etats-du-sahel-mali-burkina-faso-niger/
Wolof	Langue utilisée dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest dans la vie quotidienne, les médias, la musique et les discours politiques. Il est également employé en raison de sa capacité à toucher un public très large.	https://www.donneesmondiales.com/langues/wolof.php https://www.inalco.fr/sites/default/files/asset/document/fiche_wolof.pdf
STEM	<i>Science, Technology, Engineering and Mathematics</i> (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) sont des disciplines considérées comme essentielles pour l'innovation, le développement économique et la compétitivité.	https://www.robotimeonline.com/fr/blogs/all-blogs/what-is-stem-education-and-why-students-need-it-today
FIMI	Activités manipulatrices, intentionnelles et coordonnées, conduites par des acteurs étatiques ou non, visant à influencer indûment l'opinion publique et les processus électoraux par la diffusion de contenus trompeurs ou polarisants.	https://www.eeas.europa.eu/eeas/information-integrity-and-countering-foreign-information-manipulation-interference-fimi_en
Infodémie	Surcharge rapide et massive d'informations — certaines exactes, d'autres erronées — qui se propagent comme un virus, rendant difficile l'identification de sources fiables et pouvant causer confusion, méfiance et comportements à risque.	https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2020/11/Dossier-1-Le-virus-du-faux.pdf
Mésinformation	Information inexacte : faits ou récits erronés diffusés sans intention délibérée de nuire, mais qui peuvent néanmoins tromper ou induire en erreur.	https://www.modernisation.gouv.fr/publications/mesinformation-un-nouvel-enjeu-de-sensibilisation-publique

Désinformation	Information fautive diffusée délibérément dans l'objectif de tromper, manipuler l'opinion ou nuire à la réputation d'une personne ou d'une entité.	https://labinfo.uottawa.ca/LII/Categorie/Comprendre-la-desinformation.aspx
Fake news	Information fautive ou trompeuse présentée sous l'apparence d'un contenu journalistique légitime, souvent dans le but de tromper le public ou de générer du profit publicitaire.	https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/268468-les-fake-news-menacent-elles-le-debat-public
Crowdsourcing	Recueil de données, d'opinions ou de travaux effectué auprès d'un grand nombre d'individus via Internet ou les réseaux sociaux, afin de bénéficier d'une expertise ou d'une capacité de production distribuée.	https://shs.cairn.info/revue-management-et-avenir-2011-1-pag-e-254?lang=fr
Astroturfing	Pratique trompeuse consistant à dissimuler le véritable commanditaire d'une campagne ou d'un message (politique, commercial, associatif), pour donner l'illusion d'un mouvement populaire spontané.	https://crem.univ-lorraine.fr/recherche/appels-a-contributions/seminaire-accs-astroturfing-de-usurpation-la-manipulation-du
Microciblage (Microtargeting)	Technique de diffusion de messages publicitaires ou politiques hautement personnalisés, fondée sur l'exploitation de données détaillées (âge, centres d'intérêt, navigation, etc.) pour toucher de très petits segments de population.	https://www.adoxy.com/fr/terms/microtargeting/
Comportement inauthentique coordonné	Pratiques sophistiquées où un réseau d'actifs (comptes, pages) pilotés de façon concertée utilise des méthodes adversaires et de la désinformation pour manipuler le débat public et échapper aux mécanismes de détection.	https://about.fb.com/news/2018/12/inside-feed-coordinated-in-authentic-behavior/
Soft power	Capacité d'un pays à influencer d'autres acteurs internationaux sans recourir à la coercition, en projetant ses valeurs, sa culture et ses politiques pour susciter l'adhésion et favoriser la coopération.	https://www.vie-publique.fr/fiches/38155-quest-ce-que-le-soft-power
Deepfake	Contenu (image, vidéo ou enregistrement audio) modifié ou généré par un algorithme de « deep learning » pour remplacer l'image, la voix ou le visage d'une personne par ceux d'une autre, de façon très réaliste, dans le but de tromper le public.	https://www.internetmatters.org/fr/resources/what-is-a-deepfake/

Redécoupage électoral (Gerrymandering)	Pratique consistant à diviser ou agencer un territoire en circonscriptions électorales de manière à offrir un avantage injuste à un parti politique, en divisant certains groupes d'électeurs pour diluer leur influence.	https://www.assnat.qc.ca/fr/pa/trimoine/lexique/gerrymandering.html
Big Data	Ensemble de données extrêmement volumineuses, variées et à croissance rapide, si complexes que les systèmes traditionnels de gestion et d'analyse ne peuvent pas les traiter efficacement.	https://uqo.ca/biblio/donnees-massives-ou-le-big-data
Data-driven electoral manipulation	Technique électorale exploitant des données massives (âge, profession, affiliation politique, localisation...) traitées par des algorithmes pour concevoir des campagnes hyper-ciblées et influencer le comportement de segments précis d'électeurs.	https://constitution-unit.com/2024/01/22/data-driven-campaigning-the-shape-and-perils-of-the-modern-election-campaign/
Botnet	Réseau de dispositifs informatiques (« bots ») compromis et contrôlés à distance par un cybercriminel (« bot herder »), utilisé pour réaliser des attaques à grande échelle (DDoS, envoi massif de spam, vol de données).	https://www.cyberuniversity.com/post/botnet-definition-et-comment-protoger-son-ordinateur
Sybil Bot	Bot générant de multiples fausses identités sur les réseaux sociaux pour diffuser massivement de la désinformation ou donner l'illusion d'un soutien populaire artificiel.	https://coinacademy.fr/academie/attaque-sybil-attack-block-chain-noeud/
Content Amplification Bot	Bot programmée pour amplifier la portée d'un message (retweets, likes, partages) afin d'accroître sa visibilité et sa perception comme étant viral ou populaire.	https://stellar.io/fr/ressources/marketing-influence-blog/amplification-contenus-comment-pour-quoi/
Social Bot	Compte automatisé interagissant avec des utilisateurs (follow, like, réponse) pour insérer directement de la désinformation dans leur réseau social.	https://www.ionos.fr/digitalguide/web-marketing/les-media-sociaux/social-bots/
Influencer Bot	Bot ciblant des comptes d'influenceurs afin de les inciter à relayer des contenus trompeurs, profitant de leur audience pour toucher un public plus large.	https://www.cloudflare.com/fr-fr/learning/bots/what-is-a-social-media-bot/
Post-vérité	Situation où les appels à l'émotion, aux croyances ou aux opinions personnelles ont plus d'influence pour façonner l'opinion publique que les faits objectifs.	https://theconversation.com/so-mmes-nous-entres-dans-une-epoque-de-post-verite-246659

Polarisation	Processus par lequel l'opinion publique se divise en deux pôles opposés, conduisant à une concentration croissante des croyances et intérêts de chaque groupe à des positions extrêmes.	https://efus.eu/thematiques/au-est-ce-que-la-polarisation-et-comment-y-repondre-a-lechelle-locale/?lang=fr
---------------------	---	---

I. Résumé exécutif

Ce rapport analytique, produit par AfricTivistes en partenariat avec International IDEA, examine les dynamiques de manipulation et d'ingérence étrangère par le biais de l'information (FIMI) dans le contexte électoral sénégalais. Il s'inscrit dans le cadre d'une initiative globale visant à renforcer la résilience démocratique face aux menaces informationnelles étrangères.

Bien que le Sénégal occupe la première position en Afrique de l'Ouest avec un score de résilience de 60/100 selon l'indice FIMI de l'Institut européen d'études de sécurité (EUISS 2023)¹, le pays n'est pas à l'abri des menaces d'ingérence informationnelle étrangère. Sa stabilité démocratique relative, combinée à des vulnérabilités géopolitiques, historiques et technologiques, en fait paradoxalement une cible d'intérêt pour diverses puissances étrangères. Le périmètre temporel de l'étude est délimité entre les élections présidentielles de 2019 et celles de 2024.

Principales vulnérabilités identifiées :

- **Vulnérabilités technologiques** : L'absence de régulation stricte des plateformes numériques permet l'exploitation des données personnelles et la diffusion massive de désinformation ciblée pendant les périodes électorales.
- **Vulnérabilités médiatiques** : La dépendance économique des médias traditionnels les rend perméables aux influences étrangères et accentue la polarisation de l'espace public.
- **Vulnérabilités institutionnelles** : Le cadre juridique sénégalais présente des lacunes dans l'encadrement de l'information étrangère, laissant un vide réglementaire exploité par les acteurs de l'ingérence.

L'étude repose sur une méthodologie mixte combinant analyse documentaire, entretiens, études de cas et validation par des experts. Elle identifie les mécanismes, les acteurs et les vulnérabilités qui facilitent la FIMI.

¹ Measuring resilience to foreign information manipulation and interference in West Africa, Report by Ludovic Terren et al, for EUISS, November 2023 https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_22_CFI%20West%20Africa.pdf

Les résultats révèlent une ingérence étrangère multiforme, structurée autour de quatre axes principaux :

1. **Usage stratégique des technologies numériques** notamment lors des élections de 2019, avec le micro ciblage, les campagnes de désinformation via les réseaux sociaux (Facebook) et l'exploitation des données personnelles.
2. **Fragilité des médias traditionnels et numériques** de plus en plus vulnérables aux influences économiques et politiques étrangères, avec une forte polarisation de l'espace public.
3. **Soft power de la diplomatie étrangère** déployé par, entre autres, la Russie, la France et la Chine à travers des relais locaux, des accords éducatifs et culturels et des campagnes médiatiques.
4. **Cadre légal permissif** avec des lacunes dans la régulation de la diffusion de l'information étrangère et de la publicité politique facilitent les actions de FIMI.

Le rapport formule plusieurs recommandations :

- **Pour les institutions nationales** : renforcer la régulation et la transparence des contenus politiques et électoraux.
- **Pour les médias** : garantir l'indépendance éditoriale et la viabilité économique.
- **Pour la société civile** : développer les compétences en littératie numérique et en analyse des risques informationnels.

Principaux acteurs étrangers identifiés par le rapport

L'étude révèle l'implication de multiples acteurs étrangers dans des opérations FIMI au Sénégal :

Pays	Acteurs	Type d'intervention	Période
Israël	Archimedes Group	Désinformation massive	Mai 2019
Nigeria	StateCraft Inc.	Stratégies d'influence	2018-2019
France	Spallian	Data-mining/Géo-intelligence	2019
États-Unis	Kirjas Global	Lobbying international	2022

Russie	PARADE/RT/Sputnik	Soft power et influence médiatique	En cours
Chine	Xinhua/StarTimes	Partenariats médiatiques discrets	En cours

Conclusion du résumé exécutif

Malgré sa position de leader régional en matière de résilience aux FIMI, le Sénégal demeure exposé à des menaces informationnelles croissantes. La sophistication des techniques d'ingérence, la multiplication des acteurs impliqués et l'exploitation des vulnérabilités structurelles appellent une mobilisation coordonnée entre le pouvoir exécutif, les experts du sujet, la société civile et les législateurs.

Cette étude constitue un outil d'aide à la décision pour les autorités nationales et un appel à l'action pour l'ensemble des acteurs soucieux de préserver l'intégrité de l'espace informationnel sénégalais face aux défis actuels.

II. Introduction

II.1. Présentation du Rapport

Dans le cadre de sa mission de promotion de la démocratie et de la transparence électorale, AfricTivistes, en partenariat avec l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), met en œuvre l'étude sur les « *Foreign Information, Manipulation and Interference* » (FIMI) au Sénégal.

L'étude vise à analyser le réseau complexe d'acteurs impliqués dans les FIMI dans le contexte spécifique du Sénégal, en identifiant les facteurs technologiques, financiers, politiques et juridiques qui les catalysent.

Ce projet s'inscrit dans une initiative globale soutenue par Affaires mondiales Canada, visant à renforcer la résilience des sociétés démocratiques face aux menaces croissantes de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère, en particulier les périodes électorales.

La méthodologie conçue pour cette étude est adaptée aux spécificités du système politique et électoral sénégalais, accordant une attention particulière aux médias et à l'environnement politique local.

L'objectif principal de cette collaboration entre AfricTivistes et International IDEA est la production d'un rapport analytique national basé sur la méthodologie mondiale FIMI adaptée au contexte sénégalais.

Les objectifs spécifiques de cette étude sont :

- Cartographier et analyser les différentes parties prenantes impliquées directement ou indirectement dans les opérations de FIMI ciblant le processus électoral sénégalais ;
- Identifier les facteurs endogènes et exogènes qui favorisent ou catalysent les ingérences étrangères ;

- Formuler des recommandations concrètes à destination des institutions nationales, de la société civile et des médias.

Ce projet entend contribuer de manière significative à la compréhension et à la lutte contre les FIMI au Sénégal, en renforçant les capacités d'analyse des acteurs locaux et en appuyant l'élaboration de réponses stratégiques adaptées au contexte national.

II.2. Partenariat AfricTivistes et International IDEA

International IDEA a développé une méthodologie globale d'analyse des FIMI, conçue pour identifier les réseaux d'acteurs impliqués dans la manipulation informationnelle, cartographier les catalyseurs (financiers, politiques, juridiques, socio-économiques) et évaluer l'impact différencié sur les groupes vulnérables, notamment les femmes.

AfricTivistes s'est imposé comme un acteur de référence dans la promotion de la démocratie numérique et de la lutte contre la désinformation en Afrique. Fondée en 2013 et lancée officiellement en novembre 2015, l'organisation est basée à Dakar, au Sénégal. Le réseau rassemble plusieurs centaines de membres actifs dans une quarantaine de pays africains.

L'expertise de AfricTivistes dans l'écosystème numérique ainsi que dans les processus démocratiques ouest-africains, combinée à la méthodologie d'International IDEA, offre une plateforme d'analyse contextualisée des FIMI au Sénégal.

III. Mission - Présentation de l'Étude

III.1 - Objectif et portée de l'Étude

Cette étude vise à adapter et appliquer la [méthodologie globale développée par International IDEA](#)² pour produire une analyse nationale approfondie sur la manipulation de l'information et ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) au Sénégal.

² Méthodologie FIMI

<https://www.idea.int/project/combating-electoral-foreign-information-manipulation-and-interference>

Cette analyse permet d'identifier les dynamiques locales, les acteurs impliqués, les vecteurs informationnels utilisés ainsi que les catalyseurs juridiques, politiques et économiques favorisant les FIMI.

Elle vise également à proposer des recommandations pour prévenir et lutter contre les FIMI, notamment à travers le rôle important des institutions nationales, des médias et de la société civile.

III.2 - Contexte justificatif de l'Étude

a. Présentation général du pays de l'Étude : Le Sénégal

Le Sénégal se situe à l'extrémité occidentale de l'Afrique, bordé par l'océan Atlantique. Il partage ses frontières avec la Mauritanie au nord, le Mali à l'est, ainsi que la Guinée et la Guinée-Bissau au sud. Le pays entoure également la Gambie, qui forme une enclave le long du fleuve Gambie. Le pays s'étend sur une superficie d'environ 196 712 km²³. Il compte une population de 18 593 258 habitants, selon les projections démographiques issues du RGPH-5⁴ de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal⁵.

Le français est la langue officielle, héritée de la colonisation française, mais le wolof⁶ est largement parlé et sert de langue véhiculaire. Le pays a obtenu son indépendance le 4 avril 1960, sous la présidence de Léopold Sédar Senghor, poète, écrivain et homme politique sénégalais, qui fut le premier président de la République du Sénégal (1960-1980). Il est le premier africain à avoir siégé à l'Académie française. Ministre en France avant l'indépendance de son pays, il est le symbole de la coopération entre la France et ses anciennes colonies pour les partisans, ou du néocolonialisme français en Afrique selon les détracteurs⁷.

³ <https://www.ansd.sn>

⁴ Cinquième Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5) de ANSD - <https://www.ansd.sn/recensement/rgph-5-2023>

⁵ Produits du recensement de 2023 : <https://www.ansd.sn/recensement/rgph-5-2023>

⁶ Langue locale majoritairement parlée au Sénégal

⁷ Fiche de présentation du Président Léopold Sedar Senghor sur le site officiel de la Présidence de la République du Sénégal - <https://www.presidence.sn/fr/presidence/leopold-sedar-senghor>

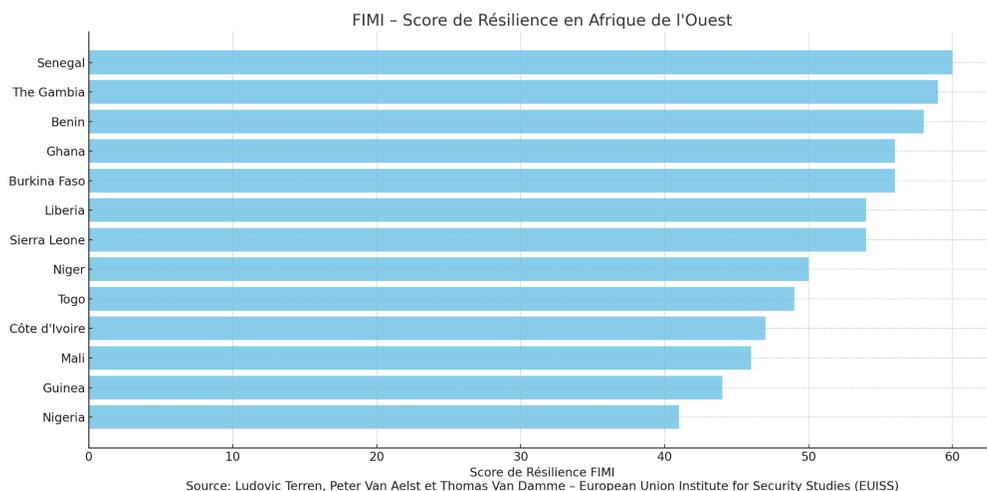
Le Sénégal est une république démocratique et est considérée comme l'une des démocraties les plus stables d'Afrique. Le pays n'a jamais connu de coup d'État depuis son indépendance, ce qui en fait une exception dans la région ouest-africaine.

Par ailleurs, l'héritage colonial du Sénégal, combiné à des liens économiques, politiques et culturels persistants avec l'ancien pays colonisateur, crée un terreau complexe de dépendances et de perceptions qui peuvent être exploitées dans le cadre d'opérations de désinformation ciblées.

La découverte récente de ressources naturelles, notamment du gaz et du pétrole *offshore*, attire une attention accrue des puissances étrangères et des multinationales.

b. Le Sénégal et les FIMI

Le rapport 2023 du "THE LAST LINE OF DEFENCE Measuring resilience to foreign information manipulation and interference in West Africa" classe le Sénégal, pays Afrique de l'Ouest le plus résilient face aux opérations de manipulations et d'ingérence informationnelle étrangères (FIMI)⁸. Le pays affiche un score de 60, ce qui le place en première position parmi les pays de la sous-région.



c. Stabilité relative du Sénégal et risques sécuritaires

⁸ Measuring resilience to foreign information manipulation and interference in West Africa, by Ludovic Terren, Peter Van Aelst and Thomas Van Damme - European Union Institute for Security Studies (EUISS), November 2023 https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_22_CFI%20West%20Africa.pdf

Le Sénégal se distingue par une tradition de stabilité politique et institutionnelle. Toutefois, les contestations populaires récurrentes entre 2021 et 2024, les tensions autour des processus électoraux et les restrictions des libertés civiques ont révélé des fragilités internes qui pourraient être exploitées dans des logiques de FIMI.

Le pays est également l'un des rares pays de la région sahélienne à avoir échappé aux coups d'État militaires et aux insurrections, ce qui le positionne comme un pôle de stabilité dans une région en proie à de multiples crises sécuritaires. Aux côtés du Ghana, le Sénégal - seul pays francophone d'Afrique de l'Ouest - est souvent cité comme un exemple démocratique en Afrique de l'Ouest, disposant d'institutions républicaines relativement solides, d'une tradition électorale régulière avec plusieurs alternances au pouvoir et d'une presse pluraliste et libre.

Les frontières poreuses, la présence de groupes armés dans la région, ainsi que les mouvements migratoires incontrôlés constituent des facteurs de déstabilisation. Bien que le Sénégal n'ait pas connu d'attaques terroristes sur son sol, les menaces demeurent réelles et alimentent les discours sécuritaires⁹.

Il est courant d'entendre un chef de l'État Sénégalais désigner des *“forces obscures externes”* comme étant responsables des tentatives de déstabilisation du pouvoir. **“Ce sont des faits que tout le monde connaît. En tant que journalistes, vous devrez même être informés de cela. Ce que je sais, c'est que le Sénégal a fait l'objet d'une agression par différentes forces obscures pensant pouvant mettre la main sur le pays. Et c'est une grosse illusion parce que le Sénégal est une démocratie solide et moi je veillerai personnellement (à ce qu'il le reste) jusqu'à ce que je rende le pouvoir? J'en est fait le serment aux Sénégalais”**, a déclaré l'ancien Président Macky Sall en septembre 2023 sur les antennes de la chaîne d'information française France 24¹⁰.

d. Passé colonial récent

⁹ JNIM Threat in the Tri-Border Area of Mali, Mauritania and Senegal, Timbuktu Institute, Mai 2025, <https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2025/05/16/rapport-inim-threat-in-the-tri-border-area-of-mali-mauritania-and-senegal.pdf>

¹⁰ Interview de Macky Sall avec la chaîne française France24 <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/l-entretien/20230921-macky-sall-la-meilleure-d%C3%A9marche-%C3%A9tait-de-ne-pas-tenter-un-second-quinquennat>

Ancienne colonie française, le Sénégal entretient des relations structurelles profondes avec la France, tant sur les plans institutionnel, académique, économique, monétaire que culturel. Cette relation, souvent perçue comme déséquilibrée et néocoloniale, alimente les discours souverainistes, anti-français, voire anti-occidentaux qui peuvent être activement exploités par des puissances concurrentes¹¹.

e. Atouts stratégiques

La découverte récente de ressources naturelles, notamment de gaz et de pétrole *offshore*¹², attire une attention particulière des puissances étrangères et des multinationales. Outre ses ressources naturelles, la position géographique du Sénégal en fait un hub potentiel pour les infrastructures numériques, notamment comme porte d'entrée des câbles sous-marins assurant la connectivité Internet entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques.

IV. Hypothèses de l'étude

Les hypothèses proposées dans cette étude s'appuient sur les contextes géopolitiques, sécuritaires, historiques, économiques identifiés dans la partie III.2 :

IV.1. Hypothèse géopolitique

Si la sous-région ouest-africaine reste marquée par une instabilité chronique et par le retrait de certains États des alliances traditionnelles, **alors** le Sénégal, en tant que pays stable et allié des puissances occidentales, pourrait être ciblé par des stratégies d'influence étrangères visant à fausser les équilibres au profit de puissances étrangères dans la région ou à exploiter les vulnérabilités des divisions des grands ensembles communautaires (CEDEAO Vs AES).

¹¹ Une nouvelle ère de la Françafrique ? Enquête+, publié le 16 mai 2024,

<https://www.enqueteplus.com/content/renouveau-dans-les-relations-entre-la-france-et-le-s%C3%A9n%C3%A9gal-%C2%A0une-nouvelle-%C3%A8re-de-la>

¹² Rapports productions de Gaz <https://www.petrosen.sn/rapports/>

IV.2. Hypothèse sécuritaire

Si la menace des groupes armés persiste dans les pays voisins et que les discours sécuritaires sont amplifiés par des acteurs extérieurs, **alors** le Sénégal pourrait faire l'objet d'une instrumentalisation de ces récits pour justifier une coopération sécuritaire renforcée, voire une présence étrangère accrue, sous prétexte de prévention des risques.

IV.3. Hypothèse politique

Si les tensions internes au Sénégal augmentent à l'approche d'échéances électorales majeures, **alors** des puissances étrangères pourraient exploiter ces fractures sociales et idéologiques pour orienter l'opinion publique, en soutenant ou en délégitimant certains camps politiques à travers des campagnes d'influence numérique ou médiatique.

IV.4. Hypothèse postcoloniale

Si les perceptions hostiles vis-à-vis de la France - ancienne puissance colonisatrice - continuent de croître dans l'opinion publique ouest-africaine, **alors** des puissances étrangères concurrentes pourraient s'appuyer sur ce rejet pour alimenter des narratifs anti-français au Sénégal et nourrir le populisme afin de se positionner comme nouveau partenaire.

IV.5. Hypothèse économique

Si les nouvelles ressources énergétiques découvertes au Sénégal suscitent des intérêts géoéconomiques croissants, **alors** des États ou des entreprises étrangères pourraient tenter d'influencer les choix de gouvernance par le biais de stratégies informationnelles, de lobbying ou de désinformation économique ciblée.

V. Méthodologie de l'étude sur la manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) au Sénégal

L'étude est basée sur la méthodologie globale développée par International IDEA¹³ pour analyser les catalyseurs et les incitations à la manipulation et l'ingérence étrangère liées aux élections. Cette méthodologie a été adaptée au contexte politique, social et médiatique spécifique du Sénégal.

V.1. Approche thématique

La structure de l'étude suit une approche thématique qui :

- Analyse d'abord les catalyseurs (enablers) de la FIMI, définis comme les conditions sociales, politiques, institutionnelles et technologiques permettant à la FIMI de s'implanter et de se propager.¹⁴
- Examine ensuite les incitations (incentives) à la FIMI, comprises comme les raisons pour lesquelles les acteurs de la FIMI trouvent profitable ou stratégiquement bénéfique d'interférer dans les environnements informationnels liés aux élections.¹⁵
- Propose des recommandations concrètes, destinées aux diverses parties prenantes, notamment la société civile, les médias et les institutions.

V.2. Techniques de collecte de données

¹³ Designing a Global Methodology for Analyzing Electoral Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI) <https://www.idea.int/videos/designing-global-methodology-analyzing-electoral-foreign-information-manipulation-and>

¹⁴ Ibid. p.2

¹⁵ Ibidem.

Cette étude repose sur une approche méthodologique mixte, combinant des techniques qualitatives et quantitatives, afin d'analyser la complexité du phénomène FIMI dans le contexte sénégalais. Elle s'articule autour des axes suivants :

- **Entretiens semi-directifs:** des entretiens ont été menés avec des journalistes, experts en sécurité, membres de la société civile, représentants d'institutions étatiques, influenceurs, juristes, artistes et acteurs politiques. Ces discussions ont permis de recueillir des témoignages directs sur les perceptions, les formes et les impacts des FIMI.
- **Veille juridique et réglementaire:** une analyse des textes de loi relatifs à la politique de résilience, à la désinformation, à la régulation des médias et à la cybersécurité a été réalisée afin d'évaluer le cadre légal existant, d'identifier les insuffisances et de proposer des recommandations.
- **Analyse documentaire:** des rapports nationaux et internationaux, des publications académiques, des archives électorales et des articles de presse ont été analysés pour établir un socle de connaissances solide sur les FIMI et leur évolution dans la région et plus précisément au Sénégal.
- **Crowdsourcing et veille digitale :** un croisement de sources d'information variées ainsi qu'une veille ont été conduites sur les plateformes numériques (sites web, plateforme spécialisée, Facebook, YouTube, Twitter, WhatsApp, TikTok) pour repérer les campagnes de désinformation, les discours d'ingérence, ainsi que les dynamiques de viralité autour des événements politiques majeurs.

V.3. Sources utilisées

L'étude est menée en combinant des sources primaires et secondaires :

- Recherches et analyses.
- Rapports et données provenant de diverses organisations.
- Sources secondaires d'institutions et d'organismes pertinents tels que les textes légaux sénégalais.

V.4. Période d'analyse

L'analyse est faite pendant les mois d'avril à septembre 2025. Le périmètre temporel de l'étude est délimité entre les élections présidentielles de 2019 et celles de 2024.

V.5. Validation des résultats

La méthodologie inclut également :

- La validation des résultats à travers un atelier d'experts.
- L'organisation d'un événement de lancement public pour assurer une diffusion large et inclusive du rapport.

VI. Résultats

Malgré son résultat encourageant sur l'indice de résilience FIMI¹⁶, le Sénégal présente des dynamiques locales qui mettent en avant les différents catalyseurs ainsi que les canaux informationnels et les acteurs impliqués.

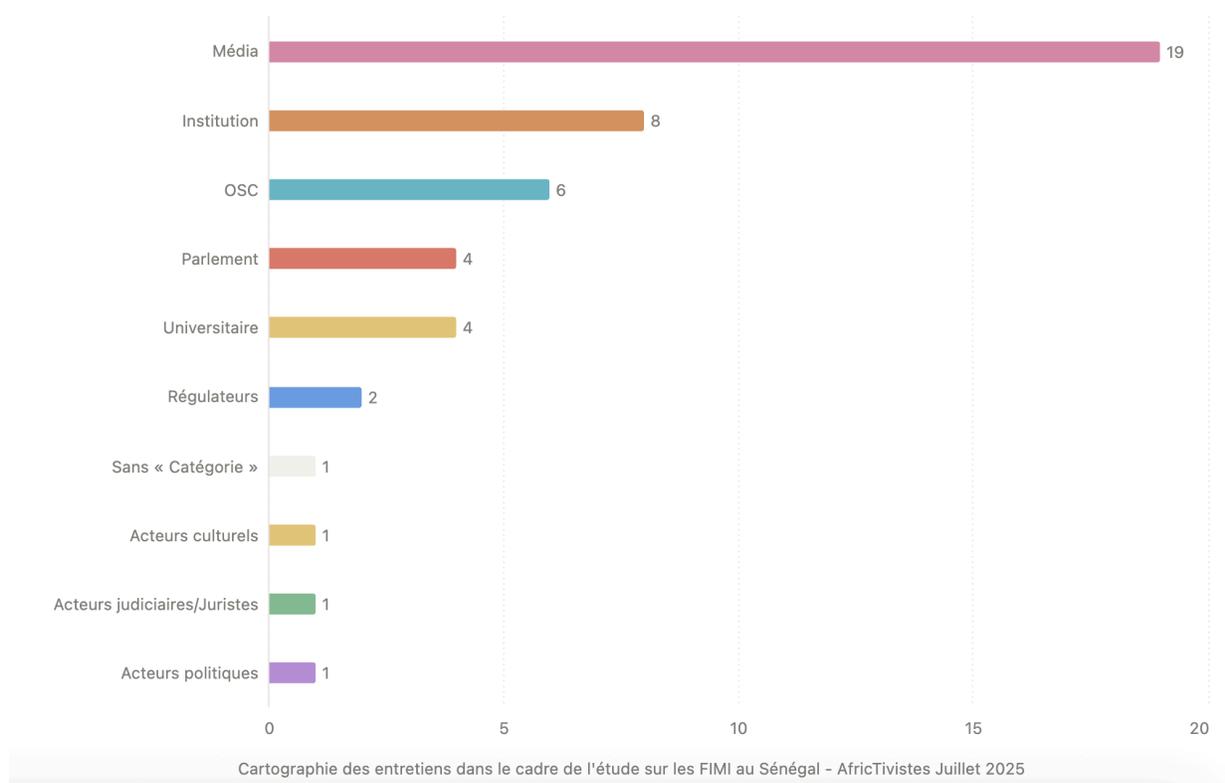
VI.1. Cartographie des parties prenantes

La sélection des parties prenantes s'est appuyée sur des critères d'expertise, de position stratégique et de diversité sectorielle en lien avec la méthodologie IDEA. Au total, 47 entretiens semi-directifs ont été réalisés entre avril et juillet 2025, répartis dans neuf catégories. Les médias (39,6 % des entretiens) représentent le groupe le plus consulté, reflétant leur rôle central dans la circulation et la régulation de l'information. Suivent les institutions publiques (18,8 %), la société civile (12,5 %), les universitaires (10,4 %) et les acteurs politiques (8,3 %), complétés par des entretiens ciblés auprès de régulateurs, juristes, acteurs culturels et parlementaires.

¹⁶ Measuring resilience to foreign information manipulation and interference in West Africa, Report by by Ludovic Terren et al, for EUSS, November 2023 https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_22_CFI%20West%20Africa.pdf

Cette catégorisation a permis de collecter pour chaque domaine une contribution spécifique à l'analyse :

- les médias ont mis en lumière les vulnérabilités structurelles et les défis de la vérification de l'information ;
- les institutions ont partagé leur perception des menaces et leurs capacités de réponse ;
- la société civile a évoqué les stratégies communautaires de résilience ;
- les chercheurs ont enrichi la réflexion ;
- les responsables politiques ont souligné l'instrumentalisation partisane ;
- les régulateurs et juristes ont évalué les limites du cadre normatif ;
- les acteurs culturels et parlementaires ont éclairé les dimensions identitaires et législatives.



VI.2. Dynamiques Locales et acteurs impliqués

VI.2.1. Ingérence via les technologies numériques : Cas d'étude Élections Présidentielles 2019 au Sénégal

L'analyse des élections présidentielles de février 2019 a permis d'identifier plusieurs schémas récurrents, révélant des stratégies numériques sophistiquées alignées avec les logiques FIMI.

L'amplification artificielle a été une tactique d'influence importante lors de l'élection présidentielle de février 2019 au Sénégal. Elle a impliqué l'utilisation de *bots* et des armées de comptes coordonnés pour propulser artificiellement certains contenus ou mots-clés dans les tendances numériques, donnant ainsi une fausse impression d'adhésion populaire du public aux messages du candidat Macky Sall. Ce phénomène est souvent couplé à des opérations d'*astroturfing*¹⁷, où des campagnes simulant des mouvements citoyens populaires (réels) sont orchestrées par des entités, dans le but de manipuler la perception publique. Plusieurs photomontages ont circulé sur X (ex Twitter) et Facebook affichant des foules importantes de militants lors des déplacements du candidat Macky Sall. À cela s'ajoute le *narrative seeding*¹⁸, une stratégie consistant à injecter subtilement de faux narratifs ciblés (artificiels) dans des conversations organiques, souvent par le biais d'influenceurs (corrompus ou manipulés), de faux profils ou de commentaires programmés (intelligence artificielle). Cette technique exploite des thématiques sensibles (peur, indignation, patriotisme) afin de maximiser l'engagement, de radicaliser les opinions et de désorienter les électeurs dans leur processus de décision.

¹⁷ L'astroturfing est une pratique de manipulation qui consiste à créer artificiellement l'apparence d'un mouvement populaire ou d'un soutien grassroots (de la base) alors qu'il s'agit en réalité d'une campagne organisée et financée par une organisation, une entreprise ou un groupe d'intérêts : <https://theconversation.com/astroturfing-ou-l-art-de-cree-de-faux-mouvements-populaires-189185>

¹⁸ Le *narrative seeding* est "une stratégie consistant à injecter subtilement des narratifs ciblés dans des conversations organiques, souvent par le biais d'influenceurs, de faux profils ou de commentaires programmés".

Enfin, une dimension majeure repose sur les techniques de PsyOps numériques¹⁹ (opérations psychologiques). Une manipulation émotionnelle, exploitant des thématiques sensibles (religion, ethnies, races...) afin de maximiser l'engagement, radicaliser les opinions et désorienter les électeurs dans leur processus de décision.

VI.2.1.1. Les catalyseurs de l'ingérence numérique dans les processus électoraux au Sénégal en 2019.

Avant d'analyser les techniques spécifiques d'ingérence numérique lors des élections présidentielles de 2019, il est important de comprendre les catalyseurs qui ont permis à ces phénomènes de se développer dans le contexte sénégalais. Conformément à la méthodologie FIMI d'International IDEA, quatre catalyseurs créent un terrain favorable à l'ingérence et à la manipulation par les biais des technologies numériques :

Exploitabilité des technologies numériques et des médias sociaux (catalyseur 12 de la méthodologie IDEA)

L'écosystème numérique sénégalais présente des vulnérabilités structurelles qui facilitent les opérations de manipulation. L'exposition aux algorithmes de recommandation opaques ainsi que le déficit d'une éducation aux médias et au numérique, permettent l'amplification artificielle de contenus et le ciblage précis d'audiences.

Politiques de modération incohérentes et laxistes (catalyseur 13 de la méthodologie IDEA)

L'absence de régulation nationale efficace et les politiques de modération insuffisantes des plateformes créent un environnement permissif propice pour les campagnes de désinformation. Cette lacune réglementaire est particulièrement problématique dans le contexte du marché de la publicité politique en ligne, où le microciblage peut être utilisé sans transparence ni contrôle adéquat.

¹⁹ Ces opérations visent l'exploitation des biais cognitifs pour influencer les attitudes. Elles manipulent les processus de pensée et les mécanismes de prise de décision des individus.

Le marché de la publicité politique en ligne comme facteur favorisant (Incitation 2 de la méthodologie IDEA)

Le développement d'un marché non régulé de la publicité politique numérique amplifie ces vulnérabilités. L'absence de transparence sur les dépenses publicitaires, les sources de financement et les techniques de ciblage utilisées crée un favorable aux ingérences, qu'elles soient nationales ou étrangères.

VI.2.1.2. Facebook et les élections présidentielles au Sénégal : Des règles de modération de contenu incohérentes et abusives

Le réseau social Facebook a indirectement contribué à la réélection du président sortant Macky Sall en 2019. Les dispositifs abusifs et restrictifs de ses "normes communautaires"²⁰ ont constitué les principaux outils d'ingérence et de censure.

En février 2019, plusieurs activistes, web activistes, blogueurs et acteurs politiques influents ont vu leurs comptes Facebook suspendus ou leurs contenus **censurés** sans explications ni raison valable pour certains. Les nombreuses relances faites en masse et par des organisations de la société civile, partenaires de Facebook, notamment AfricTivistes, n'ont servi à rien.

En mai 2019, quelques mois après l'élection présidentielle sénégalaise, Meta (alors Facebook) a annoncé avoir démantelé un vaste réseau de comportements inauthentiques coordonnés visant à **influencer** l'opinion publique dans plusieurs pays africains, dont le Sénégal. Cette opération a conduit à la suppression de 265 entités

²⁰Les Standards de la communauté définissent ce qui est autorisé ou non sur Facebook, Instagram, Messenger et Threads. <https://transparency.meta.com/fr-fr/policies/community-standards/>

(pages, comptes Facebook et Instagram, groupes) reliées à l'**Archimedes Group**²¹, une société israélienne spécialisée dans la désinformation à but politique.

Les comptes supprimés ciblaient principalement des pays africains tels que le Nigeria, le Sénégal, le Togo, l'Angola, le Niger et la Tunisie, mais également des régions d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est. Ils se faisaient passer pour des médias locaux et diffusaient des contenus politiques, notamment des critiques envers des personnalités politiques, afin d'influencer l'opinion publique. Au total, ces comptes étaient suivis par environ 2,8 millions de personnes et environ 812 000 dollars avaient été dépensés en publicités pour promouvoir ces contenus depuis 2012²². Facebook a précisé que cette action visait à protéger l'intégrité de sa plateforme contre les tentatives de manipulation politique.

Cette double dynamique révèle en réalité les limites dangereuses de la gouvernance algorithmique des contenus politiques par les plateformes technologiques globales. Le cas de Meta illustre de manière frappante comment des décisions de modération prises depuis la Silicon Valley, sans compréhension approfondie des contextes politiques et culturels locaux, peuvent devenir des instruments d'ingérence par inadvertance (référence catalyseur 13 de la méthodologie FIMI de IDEA).

L'absence de mécanismes de recours efficaces et la standardisation globale des politiques de contenu créent ainsi un nouveau type de FIMI technologique, où l'autoritarisme algorithmique peut, de facto, servir les intérêts de certains acteurs politiques locaux tout en étouffant le débat démocratique légitime.

Des années plus tard, en 2023, le groupe Meta (Facebook) a unilatéralement censuré une série de contenus critiques envers le Président Macky Sall, notamment ceux dénonçant sa potentielle candidature à un troisième mandat pour l'élection présidentielle de 2024. Sur une compilation d'extraits d'intervention de certaines autorités gouvernementales dont le Président Macky Sall, qui rappellent la nécessité de limiter les mandats présidentiels à deux, Facebook a supprimé ce contenu - qu'il

²¹ Removing Coordinated Inauthentic Behavior From Israel, Facebook, 16 mai 2019,

<https://about.fb.com/news/2019/05/removing-coordinated-inauthentic-behavior-from-israel/>

²² Facebook supprime 265 "faux comptes" pilotés selon lui depuis Israël

Europe1 .fr avec AFP

<https://www.europe1.fr/technologies/facebook-supprime-265-faux-comptes-pilotes-selon-lui-depuis-israel-3899096>

qualifie de "discours de haine"²³ - tout en avertissant d'une restriction de publication du compte en question.

Pour se justifier, Facebook a avancé que l'utilisation d'un emoticon de singe dans une vidéo où le Président Macky Sall s'exprime était de "nature dégradante" et constituait un "discours de haine".

***"Nous avons réexaminé le contenu signalé et confirmons qu'il était en infraction de notre politique sur les discours haineux. Il faut préciser que le discours lui-même n'est pas une violation de nos politiques, mais l'utilisation de l'image d'un singe dans le contexte d'une critique du discours du président constitue un "discours déshumanisant".*"²⁴**

En qualifiant de "discours déshumanisant"²⁵ l'usage d'un émoticône de singe dans une vidéo compilant les déclarations du Président Macky Sall sur la limitation des mandats présidentiels, Meta démontre une incompréhension fondamentale des codes communicationnels sénégalais et des enjeux démocratiques locaux. Cette **censure** arbitraire d'un contenu factuel et d'intérêt public - particulièrement ironique puisqu'elle sanctionne la diffusion des propres paroles présidentielles sur la limitation des mandats - transforme la plateforme en acteur politique involontaire, mais néanmoins effectif, de l'écosystème électoral sénégalais.

VI.2.1.3. Election présidentielle 2019 au Sénégal: La manipulation électorale basée sur les données par technique de microciblage

L'utilisation de données massives (*Big Data*) lors de l'élection présidentielle de 2019 au Sénégal, constitue un cas emblématique d'interférence des technologies numériques à des fins de **microciblage** électoral, révélant une manipulation informationnelle à grande échelle.

²³ Politiques Standards de la communauté Meta : <https://transparency.meta.com/fr-fr/policies/community-standards/>

²⁴ Réponse officielle reçue de Facebook le 7 février 2023 au signalement du contenu supprimé envoyé le 17 janvier 2023. Publication Facebook faite le 11 janvier par Aisha Dabo, Coordinatrice des Programmes à AfricTivistes.

²⁵ un discours déshumanisant, sous la forme de comparaisons ou de généralisations concernant des animaux, des espèces pathogènes ou d'autres formes de vie sous-humaines
<https://transparency.meta.com/fr-fr/policies/community-standards/hate-speech/>

Le collectif de journalistes d'investigation « Forbidden Stories » rappelle, dans une publication de février 2023²⁶, qu'une société israélienne aurait **influencé** des dizaines d'élections dans le monde, dont celle de 2019 qui a consacré la réélection du Président Macky Sall²⁷.

Le reportage de Simon Allison, publié dans le *Mail & Guardian*²⁸ décrit en détail une opération numérique inédite menée par Oumar Ba, ancien stratège des campagnes de Barack Obama. Ce dernier aurait orchestré, *"depuis une cellule discrète à Dakar, une vaste **campagne de collecte de données** à travers le pays, mobilisant plus de 4 600 volontaires anonymes pour recueillir des informations sensibles sur 3,5 millions de citoyens"*.

Les données – incluant âge, profession, affiliation politique, langue, religion, entre autres – ont été traitées par des algorithmes permettant de concevoir **552 campagnes électorales ciblées**, adaptées aux préoccupations locales de chaque département. Ce dispositif de microciblage, renforcé par des boucles de rétroaction sur les attentes citoyennes, a permis de maximiser l'engagement électoral en faveur du candidat au pouvoir Macky Sall, tout en marginalisant les opposants dont Ousmane Sonko principalement.

À côté de ce mécanisme coûteux et techniquement sophistiqué, un autre biais "technico-institutionnel" favorise les FIMI au Sénégal. Il s'agit de la manipulation des données électorales visant à tirer profit du redimensionnement de la carte électorale.

Les techniques de **Data-driven électoral manipulation** ont été utilisées au Sénégal en 2019. Cette technique de manipulation électorale consiste à exploiter les données massives des électeurs pour influencer ou détourner le processus électoral. Elle est communément utilisée en période pré-électorale en s'appuyant sur du **microciblage électoral algorithmique** afin de redéfinir la carte électorale.

²⁶ « Team Jorge » : Révélations sur les manipulations d'une officine de désinformation
<https://forbiddenstories.org/fr/team-jorge-desinformation/>

²⁷ Une société israélienne fantôme aurait influencé des dizaines d'élections dans le monde
<https://www.rfi.fr/fr/monde/20230215-une-soci%C3%A9t%C3%A9-isra%C3%A9lienne-fant%C3%B4me-aurait-influenc%C3%A9-des-dizaines-d-%C3%A9lections-dans-le-monde>

²⁸ Allison, Simon. "How Big Data swung Senegal's vote", *Mail & Guardian*, 6 septembre 2019. Disponible sur : <https://mg.co.za/article/2019-09-06-00-how-big-data-swing-senegals-vote/>

La manipulation électorale inclut l'analyse des résultats des élections passées pour cibler les zones jugées défavorables au candidat. Cette stratégie exploite également des redécoupages de la carte électorale visant à désavantager certains électeurs au détriment de l'opposition politique. Elle est renforcée par une large campagne de désinformation orchestrée via des doublons de contenus officiels et un déséquilibre de l'accès inégal à l'information entre zones électorales favorables et/ou critiques. À l'inverse, des efforts sont souvent concentrés sur la mobilisation et l'assistance au vote dans les bastions pro-gouvernementaux, appuyés par des campagnes de propagande dans les médias de masse.

“Le jour du scrutin présidentiel de 2019, les électeurs ne figurant pas sur la liste d’émargement du bureau de vote indiqué sur leur carte ont été autorisés in extremis, par une circulaire ministérielle, à voter dans leur « dernier bureau de vote », c’est-à-dire dans un autre bureau de vote dont la liste d’émargement incluait leur nom, pour autant que ce bureau de vote soit situé dans le même lieu de vote. Ces aménagements procédaient d’une intention louable mais ils n’attestent pas moins d’une tendance à relativiser la force de la loi qui ne peut qu’être préjudiciable au climat de confiance indispensable à la tenue d’une élection”²⁹.

VI.2.1.4. Écosystème multinational d'ingérence électorale par les technologies : acteurs étrangers et vulnérabilités institutionnelles

L'implication de l'agence nigériane StateCraft Inc³⁰ dans la campagne électorale du président Macky Sall en 2019 constitue un cas emblématique d'intervention externe dans les dynamiques politiques sénégalaises, via des **techniques avancées de communication politique et de manipulation de la perception publique**. StateCraft Inc., agence spécialisée en communication politique et en stratégies d'influence sur le

²⁹ Élection présidentielle 2019 — Rapport de la mission d'observation électorale de l'UE, https://www.eods.eu/library/senegal_moe_ue_2019_rapport_final.pdf

³⁰ StateCraft Inc. est une société de conseil en gouvernance et communication politique, fondée en 2014 et filiale du groupe RED For Africa <https://statecraftinc.com/portfolio/president-macky-sall/>. Plan d'exécution de la stratégie d'influence de l'agence nigériane StateCraft Inc. La société revendique plus de 1,5 million de vues sur toutes les plateformes numériques pour les contenus liés au slogan de campagne du candidat Macky Sall.

continent africain, a été explicitement mandatée par l'équipe du président Macky Sall pour élaborer et mettre en œuvre une campagne destinée à renforcer son image, mobiliser l'électorat et neutraliser le scepticisme populaire vis-à-vis du pouvoir en place.

L'élection présidentielle de 2019 au Sénégal a aussi marqué un tournant dans l'utilisation stratégique des données numériques à des fins de manipulation politique. La société française Spallian³¹, spécialisée dans l'analyse prédictive, la géointelligence et la création d'observatoires de données, s'est ingérée dans le processus électoral. Son implication dans la campagne du président sortant Macky Sall soulève des questions majeures en matière d'ingérence étrangère, de protection des données personnelles ainsi que de la souveraineté électorale³².

Spallian revendique avoir été missionnée pour construire une solution de datavisualisation au service du gouvernement sénégalais, visant à valoriser l'action publique et définir les priorités territoriales. Selon la brochure officielle de l'entreprise, ce projet impliquait de « convaincre les ministères et partenaires clés de partager leurs données ». Cette ingérence, à la fois au service de l'État et d'un acteur partisan, soulève la question de la perméabilité entre les données publiques et les finalités politiques.

Selon plusieurs sources,³³ Spallian aurait été mandatée par la coalition présidentielle en 2019 pour structurer une stratégie électorale fondée sur le Big Data. À l'aide de ses logiciels (Memento pour la saisie des données via des réseaux de terrain et sur [Corto](#) pour leur exploitation stratégique en campagne), la société aurait contribué à collecter et traiter les données personnelles de plus de 3,6 millions d'électeurs

³¹Spallian est une société française spécialisée en data-science, géo-intelligence, solutions d'aide à la décision, smart gouvernance et sécurité. Elle édite notamment les logiciels Corto (visualisation et cartographie décisionnelle) et Memento (collecte terrain de données) <https://www.spallian.com/>

³² Ingérence française dans le processus électoral du Sénégal : Halte au business illégal de Spallian - Par Dr Ndiaga Gueye, Président de ASUTIC et chercheur, 19 décembre 2021
<https://blog.asutic.org/fr/ing%C3%A9rence-fran%C3%A7aise-dans-le-processus-%C3%A9lectoral-du-s%C3%A9n%C3%A9gal-halte-au-business-ill%C3%A9gal-de-spallian>

³³ Ingérence française dans le processus électoral du Sénégal : Halte au business illégal de la société Spallian (Par Ndiaga Gueye)
https://www.seneneews.com/actualites/ingerence-francaise-dans-le-processus-electoral-du-senegal-halte-au-business-ill-egal-de-la-societe-spallian-par-ndiaga-gueye_379605.html

sénégalais, constituant une base électorale segmentée selon des **critères comportementaux, géographiques, socio-économiques et identitaires**.

En 2022, le magazine The Africa Report révèle que le Sénégal a acquis les services d'une société de lobbying américaine³⁴ pour la première fois depuis plusieurs années dans le cadre d'une campagne mondiale visant à redorer l'image du président Macky Sall³⁵ (publié sur le site de US Department³⁶ (ancien vice-ministre des affaires étrangères de la Macédoine de 2004 à 2006), le cabinet Kirjas Global a été payé pour « fortifier les efforts diplomatiques et internationaux pour promouvoir le Sénégal, les efforts exceptionnels du Président Macky Sall et l'ambitieux programme du gouvernement »³⁷

Plus récemment en 2023, en défaveur de la coalition au pouvoir, le gouvernement du Sénégal dénonçait dans un livre blanc³⁸, l'ingérence d'un groupe étranger dénommé « **Anonymous** ». Le document souligne que le 26 mai 2023, les hackers de ce groupe d'activistes numériques ont violemment attaqué le système informatique de l'Etat paralysant ainsi tout son fonctionnement sur Internet.

L'hypothèse d'un accès privilégié aux bases de données étatiques, sans cadre contractuel clair ni transparence publique, nourrit les inquiétudes sur un possible détournement de ressources et d'informations d'intérêt général à des fins électorales.

VI.2.1.5. Cartographie des techniques d'ingérence par le biais du numérique (2019 - 2024)

L'élection présidentielle de février 2019 au Sénégal révèle l'ampleur de l'usage malveillant des technologies numériques afin de manipuler et d'influencer un processus

³⁴ Senegal's President Sall launches global lobbying push, 8 July 2022, The Africa Report

<https://www.theafricareport.com/221328/senegal-launches-global-lobbying-push-as-president-sall-eyes-third-term>

³⁵ Mercury LLC registration, Lobbying Disclosure Act filing referencing Amil Emil Kirjas and contract with President Sall's office (Jan. 2021–Dec. 2022), U.S. Department of Justice

<https://efile.fara.gov/docs/6170-Supplemental-Statement-20230214-21.pdf>

³⁶ Compte Instagram du Stratégiste politique Emil Kirjas <https://www.instagram.com/emilkirjas/?hl=fr>

³⁷ RADIOSCOPIE : Menaces silencieuses sur la démocratie Sénégalaise Par Cheikh Fall, Président AfricTivistes , Mars 2023 <https://cheikhfall.net/radioscopie-menaces-silencieuses-sur-la-d%C3%A9mocratie-s%C3%A9n%C3%A9galaise-3bd39b61cfd2>

³⁸ Livre blanc du sur les événements de juin 2023, publié par le Gouvernement du Senegal, le 08 Juin 2023, https://africacheck.org/sites/default/files/media/documents/2023-06/LivreBlancJuin2023_230609_212756.pdf

électoral. Voici une liste non exhaustive de techniques numériques complémentaires qui s'appuient sur les mêmes incitations et catalyseurs structurels de la méthodologie IDEA mais avec des modalités différentes.

Identification de techniques utilisées lors des élections présidentielles ou en période de crise	
Techniques	Méthode
Censure des contenus à fort potentiel d'influence et d'impact sur le grand public	Exploiter les dispositifs invasifs des politiques de gestion de contenus et des politiques d'utilisations pour bannir des profils influents. Procédé exécuté via des biais algorithmiques et par la mise en place de cellules de "d'abeilles" communément appelé des "machines à clic" par le recrutement de centaines de jeunes pour constituer des armées pour signalement de comptes et de contenus.
Microciblage comportemental	Diffusion de messages personnalisés en fonction du profil psychologique ou socio démographique pour discréditer des figures politiques dans le bût de manipuler les opinions publiques. Des fausses accusations de financement nébuleux et de fausses menaces de retraits d'agrément sont publiées sur le Mouvement citoyen Y'en A Marre.
PsyOps numériques (opérations psychologiques)	Exploitation des biais cognitifs pour influencer les attitudes liées à des croyances, à la religion, aux réalités ethniques ou culturelles. Plusieurs contenus "malveillants" ont été fabriqués et publiés dans le but de cibler quelques leaders influents de la société civile sénégalaise (exemple : Alioune Tine, leader du mouvement citoyen M23, accusé d'appartenir à des sectes maçonniques, ou Ousmane Sonko, leader de l'opposition, accusé d'appartenir à des branches extrémistes religieuses).
Data-driven electoral manipulation	Exploitation de données sensibles (identité, religion, langue, ethnie, politique etc.) : pour segmenter la carte électorale et modifier des prévisions. Stratégies d'exclusion ou de démobilisation ciblée afin d'affaiblir la participation d'électeurs hostiles. La veille de l'élection présidentielle de février 2019, plusieurs électeurs ont reçu des alertes via SMS leur annonçant le changement de leur bureau de vote ou le changement de leur centre de vote. Certains électeurs ont même reçu des messages leur annonçant la disponibilité de leur carte d'électeur alors qu'ils les avaient déjà à disposition. Plus de 300 000 électeurs ont été affectés par la réorganisation de la carte électorale.
Coordinated Inauthentic Behavior	Réseaux de faux comptes agissant de concert. Irruption sur Facebook et sur X (ex Twitter), des milliers de comptes récents sans activités sociales en ligne, intervenir sur des sujets politiques en lien avec la campagne du candidat Macky Sall.
Astroturfing	Création de faux mouvements d'opinion. Le candidat et leader de

	l'opposition Ousmane Sonko, est accusé d'allégeance aux loges maçonniques. Pareillement, le média panafricain Jeune Afrique, a publié un magazine entièrement dédié au Président et candidat Macky Sall.
Engagement bait	Conception de messages visant à susciter des réactions émotionnelles immédiates. Une fausse lettre de soutien du grand maître des loges de la France pour soutenir Ousmane Sonko publiée sur les réseaux sociaux et relayée par plusieurs faux comptes.

VI.2.1.6. Typologies des acteurs étrangers impliqués de l'ingérence numérique électorale au Sénégal

Pays	Société/Agence	Type d'intervention	Période
Israël	Archimedes Group	Désinformation massive	2019
Nigéria	StateCraft Inc.	Stratégies d'influence	2019
France	Spallian	Data-mining/Géointelligence	2019
États-Unis	Kirjas Global	Lobbying international	2022
Non identifié	Réseau Oumar Ba	Microciblage électoral	2019
International	Anonymous	Cyberattaque	2023
États-Unis	Meta / Facebook	Censure de contenus politiques	2019

Si l'intervention du groupe des Anonymous peut être identifiée comme une attaque contre les institutions de la République depuis l'extérieur, toutes les autres ingérences quant à elles, ont un objectif commun, celui de favoriser la réélection du Président/candidat Macky Sall. Toutes ces opérations d'envergure, menées par le biais des technologies numériques ont été favorisées par des mécanismes institutionnels et politiques constituant de puissants relais locaux.

Des entretiens avec 15 journalistes et responsables de médias interrogés révèlent une préoccupation unanime concernant l'**amplification algorithmique de contenus** manipulés à travers les plateformes de réseaux sociaux.

Les biais algorithmiques ont été utilisés au Sénégal pour orienter des opinions politiques et pour prédire des messages ciblés pour les électeurs avec des données institutionnelles et politiques. Les acteurs interrogés identifient Facebook comme la plateforme principale de diffusion des FIMI au Sénégal :

- Artiste/Activiste : *"Facebook est devenu un champ de bataille informationnel. Les jeunes y sont particulièrement exposés aux narratifs manipulés"*
- Media : *"Les groupes Facebook privés sont devenus des espaces de circulation de contenus non vérifiés"*
- Journaliste spécialisé sur les technologies : *"L'écosystème Facebook permet une diffusion rapide et ciblée de contenus manipulés"*

Parallèlement, en lien avec le catalyseur 11 (Environnements d'information numérique fragmentés), **WhatsApp** fait partie des "canaux peu régulés" où la majorité des citoyens sénégalais consomment l'information "sans recoupement systématique avec des sources crédibles". Elle a été l'un des principaux vecteurs d'influence lors des élections de 2019 et de 2024. Les entretiens soulignent que "le phénomène d'influence et de manipulation est particulièrement marqué sur les **groupes WhatsApp** et les pages Facebook, où l'information est souvent partagée en cascade sans validation"³⁹. Les vulnérabilités algorithmiques ainsi que les bulles d'influence numériques constituent les principaux terrains pour les manipulations et l'influence de la masse non-initiée à l'éducation aux médias.

VI.2.2. Médias, Post-vérité et polarisation de l'espace public

La densification du paysage médiatique sénégalais est confrontée à des fragilités structurelles et normatives qui renforcent le risque de FIMI : une crise économique, un modèle financier instable et dépendant, des ingérences partisans et étrangères, ainsi qu'un environnement informationnel concurrencé par les réseaux sociaux au rythme de la polarisation. À cela s'ajoutent plusieurs facteurs spécifiques identifiés dans le pilier "Média" de la méthodologie IDEA : le manque de pluralisme et d'indépendance des

³⁹ WhatsApp en tant que canal de messagerie et de communication est devenu un mécanisme de désinformation au détriment du grand public. Des recommandations sont faites à l'endroit des institutions publiques afin de renforcer l'éducation aux médias et au numérique.

médias (catalyseur 7), l'influence croissante des médias alignés vers l'étranger (catalyseur 8), un journalisme détérioré avec de faibles normes déontologiques (catalyseur 9) et le déclin de la confiance dans les sources d'information publiques (catalyseur 10). Les témoignages issus des entretiens menés auprès des acteurs médiatiques sénégalais convergent pour dresser le portrait d'un secteur en crise où ces vulnérabilités économiques, stratégiques et éditoriales se conjuguent pour faire des médias des relais locaux efficaces aux ingérences informationnelles. L'analyse montre ainsi que tous les catalyseurs FIMI identifiés dans le pilier Média par la méthodologie IDEA, sont pleinement opérationnels au Sénégal.

VI.2.2.1. De la vulnérabilité des modèles économiques des médias sénégalais

Le paysage médiatique sénégalais est marqué par une forte précarité économique, qui fragilise l'indépendance éditoriale de nombreux organes de presse.

Le classement RSF 2025 souligne qu'en dehors de quelques groupes, « un modèle économique pérenne fait défaut » ; la publicité est mal répartie « et des journalistes de grands groupes de presse ont des arriérés de salaires. Une journée sans presse a été organisée en août 2024 pour protester contre l'environnement économique difficile et l'absence de concertations avec les nouvelles autorités »⁴⁰.

Les médias, en particulier les chaînes privées et les journaux en ligne, sont à la fois victimes et vecteurs d'influence. Un billet d'analyse publié en février 2025 par le journal EnquetePlus décrit comment l'inflation (9,6 %) et le ralentissement économique ont fait chuter les investissements des annonceurs, poussant plusieurs rédactions à « mettre la clef sous la porte »⁴¹ Cette dépendance à un marché publicitaire rétréci encourage les médias à accepter des publireportages ou du temps d'antenne acheté par des acteurs politiques ou par des influences étrangères dont les intérêts sont liés aux élections.

⁴⁰ Fiche pays Sénégal - Plateforme Reporters sans frontières ; <https://rsf.org/fr/pays-s%C3%A9n%C3%A9gal>

⁴¹ Il est temps de réviser les business models des médias sénégalais ! Par Dr Albert MENDY, Journaliste et professeur de communication
<https://www.enqueteplus.com/content/il-est-temps-de-r%C3%A9viser-les-business-models-des-m%C3%A9dias-s%C3%A9n%C3%A9galais%C2%A0>

Certaines entreprises étrangères implantées au Sénégal entretiennent des partenariats médiatiques stratégiques, notamment via le sponsoring de contenus ou d'émissions, influençant potentiellement les lignes éditoriales comme Huawei⁴² (Chine)⁴³.

Parallèlement, les représentations diplomatiques occidentales (France⁴⁴, États-Unis⁴⁵, Turquie, Union européenne) organisent régulièrement des rencontres informelles avec les rédactions de Dakar; Fin juillet 2025, l'Ambassade de Chine et l'Institut CICG ont financé un séminaire de deux semaines à Beijing pour une vingtaine de journalistes sénégalais, mêlant visites et cours sur le « modèle chinois⁴⁶ ».

Par ailleurs, le phénomène de floraison de nouveaux médias à l'approche des échéances électorales – souvent porteurs de récits favorables à certains acteurs – suivi de leur disparition après les scrutins, soulève de sérieuses interrogations sur leur rôle en tant qu'outils de communication politique déguisée.

Le rapport préliminaire de la Mission d'observation électorale de l'UE (MOE-UE) note qu'à l'approche du scrutin de mars 2024, la coalition « Diomaye Président » et celle d'Amadou Ba⁴⁷ ont dominé Facebook grâce à « de nombreux groupes et pages de soutien », souvent créés quelques semaines avant le vote pour diffuser vidéos, memes ou sondages douteux⁴⁸. Plusieurs de ces pages, tout comme certaines petites web-TV partisans apparues sur YouTube deviennent inactives sitôt l'échéance passée, brouillant la frontière entre média citoyen et outil d'influence électoral.

⁴² Huawei, qui vient d'annoncer (juin 2025) un accord de « New Deal Technologique » avec l'État, multiplie déjà les initiatives médiatiques – concours étudiants et Digitruck filmés par des télévisions locales qui offrent une visibilité éditoriale largement positive à la firme chinoise

https://www.seneneews.com/actualites/economie/telecommunications/numerique-un-partenariat-strategique-entre-le-senegal-et-huawei-dans-le-cadre-du-new-deal-technologique_548745.html

⁴³ WSJ Investigation: Huawei Staff Help Governments to Spy on People

<https://www.wsj.com/video/wsj-investigation-huawei-staff-help-governments-to-spy-on-people/0CE986A8-9975-4CB6-BB9C-031A24540E93>

⁴⁴ Rencontre avec la presse s'est tenue à la Résidence de France, en présence de l'Ambassadeur de France au Sénégal, Philippe Lalliot

<https://laviesenegalaise.com/plus-de-17-200-demandes-de-visas-pour-la-france-accordees-a-des-senegalais-en-9-mois/>

⁴⁵ Embassy Dakar engages Senegalese influencers <https://statemag.state.gov/2020/02/0220ib01/>

⁴⁶ Clôture à Beijing du séminaire des journalistes sénégalais : entre découverte de la Chine et plaidoyer diplomatique

https://www.dakaractu.com/Cloture-a-Beijing-du-seminaire-des-journalistes-senegalais-entre-decouverte-de-la-Chine-et-plaidoyer-diplomatique_a263898.html

⁴⁷ Candidat du parti au pouvoir à l'élection présidentielle de 2024.

⁴⁸ Rapport Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Sénégal, Élection présidentielle 2024

https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2024/DP_MOE%20UE%20Se%CC%81ne%CC%81aal_26%2003%202024.pdf

VI.2.2.2. Activités politiques des propriétaires de médias et financements étrangers

Dans l'écosystème médiatique sénégalais, les frontières entre sphères politique, économique et presse sont particulièrement fines. Ce jeu d'influences par le biais des médias active, tour à tour, le manque de pluralisme (catalyseur 7), l'alignement sur des intérêts extérieurs (catalyseur 8), l'érosion des standards professionnels (catalyseur 9) et la défiance du public (catalyseur 10). L'engagement actif de certains propriétaires de groupes de presse dans l'arène politique, conjugué à des formes "opaques" de financement, fragilise l'indépendance éditoriale et accroît les risques de captation partisane de l'information pendant les processus électoraux.

VI.2.2.2.1. Abdoulaye Wade et la licence de Youssou Ndour

En 2009, une controverse a éclaté autour de l'octroi par les autorités étatiques sous le régime du Président Abdoulaye Wade d'un permis de diffuser télévisé au chanteur de renom Youssou Ndour pour son Groupe Futurs Médias. Le chef de l'Etat lui reprochait d'avoir une licence pour une télévision culturelle et de vouloir faire fonctionner une télévision généraliste⁴⁹. Le 1er mai 2010, le Président Abdoulaye Wade déclare qu'une société étrangère (Bolloré) qui a perdu des marchés au Sénégal serait derrière cette télévision pour "conditionner notre politique"⁵⁰. Des observateurs y ont vu un moyen de contrebalancer l'influence d'un homme d'affaires français au sein des médias locaux, pour empêcher une concentration excessive de pouvoir d'influence.

VI.2.2.2.2. Orientation politique des propriétaires de médias

La propriété des médias audiovisuels et de la presse écrite est marquée par une forte politisation qui renforce la polarisation ces dernières années. Plusieurs groupes

⁴⁹ Wade-N'Dour : épilogue d'un bras de fer, article Jeune Afrique publié le 1 juin 2010

<https://www.jeuneafrique.com/196793/politique/wade-n-dour-pilogue-d-un-bras-de-fer/>

⁵⁰ Les raisons du blocage de TFM : Wade accuse Youssou Ndour d'être de connivence avec Bolloré, article publié par PressAfrik le 3 mai 2010

https://www.pressafrik.com/Les-raisons-du-blocage-de-TFM-Wade-accuse-Youssou-Ndour-d-etre-de-connivence-avec-Bolloré_a27961.amp.html

médiatiques appartiennent ou sont affiliés à des personnalités engagées dans la sphère politique, ce qui pose des questions majeures en termes d'indépendance éditoriale, de pluralisme de l'information et de potentiel conflit d'intérêts en période électorale.

Le statut d'acteurs politiques de certains propriétaires de média constitue un élément déterminant favorisant le catalyseur 8 de la méthodologie FIMI (l'alignement sur des intérêts extérieurs). La question du financement des partis politiques est souvent soulevée par les autorités politiques. Dans une récente déclaration du Président de la République Bassirou Diomaye Faye⁵¹, il déclare une volonté de rationaliser le paysage des partis politiques. Cela implique de réduire le nombre de partis ou d'en contrôler plus strictement le fonctionnement pour plus de lisibilité et de transparence.

VI.2.2.2.3. Propriétaires-militants : quand l'engagement politique redessine les lignes éditoriales

Propriétaire / Groupe	Faits saillants	Impact sur les catalyseurs FIMI
Youssou Ndour – Groupe Futurs Médias	Dès 2009, sa chaîne TFM obtient difficilement une fréquence ; il accuse le ministère de bloquer son lancement « depuis plus de six mois » et lance une pétition d'un million de signatures dans The Guardian ⁵² . Le Président Abdoulaye Wade (2000 - 2012) a soulevé une influence étrangère derrière la création de la chaîne de télévision de Youssou Ndour. Récemment en 2023, des manifestants ont attaqué le Groupe Futurs médias (GFM) et le quotidien Le	Pressions gouvernementales → pluralisme limité (C7); Popularité de l'artiste utilisée comme levier politique (C8); Déclin de la confiance dans les sources d'information - Menace d'attaques contre le groupe "futurs médias" par des partisans politiques (C10).

⁵¹Sénégal : Diomaye Faye souhaite une "rationalisation" des partis politiques

<https://fr.africanews.com/2025/01/09/senegal-diomaye-faye-souhaite-une-rationalisation-des-partis-politiques/>

⁵² Youssou N'Dour has fallen out with his old friend Abdoulaye Wade, prompting speculation that he will run for office <https://www.theguardian.com/world/2010/may/02/youssou-ndour-senegal-president-challenge>

	Soleil ⁵³ , considérés comme proches du gouvernement.	
Bougane Guèye Dany – D-Média	Fondateur de Sen TV / Zik FM et du mouvement politique « Gueum Sa Bopp » (2018). Ses chaînes ont été suspendues 72 h par le CNRA ⁵⁴ pour « manquements éthiques » en 2022 Committee to Protect Journalists ⁵⁵ .	Utilisation présumée des antennes pour autopromotion (C9) ; Mesures disciplinaires qui alimentent la méfiance (C10).
Sidy Lamine Niass – Groupe Walfadjri	Tête de file de la contestation contre la troisième candidature de Abdoulaye Wade; Voix critique historique ; licence résiliée puis suspensions récurrentes, considérées par RSF comme une « persécution » ⁵⁶ .	Répression administrative → replis éditoriaux. Manque de pluralisme et d'indépendance des médias (C7); Journalisme détérioré avec de faibles normes déontologiques (catalyseur 9)

L'engagement en politique de certains propriétaires de médias sont plus visibles. Par exemple, le Groupe Futurs Médias (GFM), qui regroupe TFM (télévision), L'Observateur (quotidien d'information), RFM (radio), iGFM (pure-player), a été fondé par Youssou Ndour, une figure influente qui a également occupé des fonctions ministérielles entre 2012 et 2013 sous la présidence de Macky Sall. Bien qu'il se soit formellement retiré de la gestion du groupe, ses prises de position publiques et son passé politique confèrent une orientation perçue comme favorable au régime de Macky Sall. En 2011, Youssou Ndour avait marqué sa descente dans l'arène politique avec le lancement de son mouvement Fekke Ma Ci Boole⁵⁷ multipliant les sorties contre le régime de l'époque. Sa double casquette d'homme politique et de propriétaire de médias lui confère une influence significative sur l'opinion publique, ce qui soulève des interrogations sur

⁵³ Sénégal: les journalistes pris entre les feux du pouvoir et de l'opposition

<https://www.voaafrique.com/a/s%C3%A9n%C3%A9gal-les-journalistes-pris-entre-les-feux-du-pouvoir-et-de-l-opposition-/5826551.html>

⁵⁴ Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel du Sénégal

⁵⁵ Senegal broadcasters Sen TV and ZIK FM suspended 72 hours over alleged breach of ethics <https://cpi.org/2022/05/senegal-broadcasters-sen-tv-and-zik-fm-suspended-72-hours-over-alleged-breach-of-ethics/>

⁵⁶ Continuing its persecution of Walfadjri media group, Senegalese government rescinds its broadcasting licence <https://rsf.org/en/continuing-its-persecution-walfadjri-media-group-senegalese-government-rescinds-its-broadcasting>

⁵⁷ Mouvement politique fondé par l'artiste et propriétaire de groupe de presse Youssou Ndour, candidat à l'élection présidentielle de février 2012

l'indépendance de ses organes de presse, notamment en période électorale ou de crise.

Bougane Guèye Dany, entrepreneur médiatique et homme politique, incarne également ce chevauchement entre sphères médiatique et politique au Sénégal. Fondateur du groupe D-Média, il est propriétaire de plusieurs organes influents, dont Zik FM (radio), Sentv (télévision) et le quotidien La Tribune (journal papier). En 2018, il a officiellement lancé son mouvement politique "Gueum Sa Bopp"⁵⁸, avec des ambitions présidentielles affirmées. Cette double position soulève des préoccupations quant à l'usage de ses médias comme outils de promotion politique personnelle, brouillant la frontière entre journalisme indépendant et influence politique et électoraliste⁵⁹. Son cas illustre la concentration croissante des médias entre les mains d'acteurs directement engagés dans le champ politique sénégalais.

Le groupe Walfadjri (incluant Walf Quotidien, Walf FM, Walf TV et Walf Net), fondé par feu Sidy Lamine Niass en 1984, s'est illustré par son ton critique à l'égard des autorités sénégalaises, ce qui lui a valu des tensions récurrentes avec les régimes successifs. Sous Abdoulaye Wade, le Groupe Walfadjri a été confronté à plusieurs pressions politico-judiciaires⁶⁰, notamment après des critiques contre le président ou la publication d'informations jugées sensibles⁶¹. Sous Macky Sall, les tensions ont persisté notamment avec la menace de couper le signal de la télévision le 16 mars 2016, jour du scrutin référendaire sur la réforme constitutionnelle; et vers la fin de son mandat, avec la suspension de Walf TV en juin 2023, accusée d'avoir diffusé des images de violences lors de manifestations⁶².

⁵⁸ Mouvement politique lancé par Bougane Gueye Dany <https://gueumsabopp.com/>

⁵⁹ Bougane Gueye Dany : entreprise, politique et actualité brûlante de son arrestation, article publié le 22 octobre 2024 par Socialnetlink <https://www.socialnetlink.org/2024/10/22/bougane-gueye-dany-entreprise-politique-et-actualite-brulante-de-son-arrestation/>

⁶⁰ Attacks on the Press in 2008: Senegal, CPJ, publié le 10 février 2009, <https://cpi.org/2009/02/attacks-on-the-press-in-2008-senegal>

⁶¹ Freedom of the Press 2010 - Senegal, UNHRC <https://www.refworld.org/reference/annualreport/freehou/2010/en/76141>

⁶² Sénégal : RSF dénonce la suspension de Walf TV, un abus de pouvoir qui menace tous les médias, publié le 12 juin 2023 <https://rsf.org/fr/s%C3%A9n%C3%A9gal-rsf-d%C3%A9nonce-la-suspension-de-walf-tv-un-abus-de-pouvoir-qui-menace-tous-les-m%C3%A9dias>

D'autres exemples incluent des organes de presse fortement soutenus par des acteurs politiques ou économiques ayant des liens étroits avec des partis ou des institutions étatiques. Ce phénomène alimente un écosystème médiatique polarisé, où certains médias deviennent des instruments de mobilisation ou de délégitimation selon les intérêts partisans. En période électorale, cela se traduit par des traitements éditoriaux inégaux, une exposition médiatique biaisée des candidats et une couverture parfois partisane des événements politiques⁶³.

Lors de l'élection présidentielle de 2019 au Sénégal, plusieurs médias locaux ont publié des résultats ou tendances non officielles comme à l'accoutumé avant toute annonce formelle. Ces tendances étaient favorables au président sortant de l'époque, Macky Sall. Les candidats de l'opposition, notamment Ousmane Sonko et Idrissa Seck, ont dénoncé une tentative de manipulation de l'opinion en faveur du président sortant insistant sur un inévitable second tour⁶⁴. Ils ont pointé du doigt une couverture jugée partisane, voire coordonnée, de certains organes de presse locaux ou internationaux proches du pouvoir. Des accusations à l'encontre de la télévision TFM qui a fini par arrêter son édition spéciale à la suite de menaces.⁶⁵

Des accusations similaires ont émergé sur les réseaux sociaux à l'encontre de Radio France Internationale (RFI) et France 24, accusées par des internautes sénégalais d'avoir prématurément annoncé la victoire du président sortant Macky Sall.⁶⁶

En 2023, pendant la crise pré-électorale, la même chaîne de télévision française France 24 a fait l'objet de vives critiques de la part du gouvernement et du camp du candidat Président sortant. Ils accusent la chaîne d'information française de traitement

⁶³ Médias et pouvoirs politiques au Sénégal : étude de la transition d'une presse d'État vers un pluralisme médiatique, Moustapha Sow https://base.afrique-gouvernance.net/docs/d doc_t_2016_0308_sow.pdf

⁶⁴ Election présidentielle au Sénégal : confusion générale à l'heure des premiers résultats, publié le 25 février 2019 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/25/presidentielle-au-senegal-confusion-generale-a-l-heure-des-premiers-resultats_5427814_3212.html

⁶⁵ Les restes de deux voitures brûlées qui auraient appartenu à Radio Futurs Media (RFM), Dakar, au Sénégal, le 5 mars 2021. Des individus ont partiellement détruit la devanture et les murs de l'immeuble abritant les locaux de la radio privée. © John Wessels / AFP - Rapport Sénégal, Reporter sans frontières https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2024/06/Rapport%20Senegal%20v5%20%282%29_1.pdf

⁶⁶ <https://factuel.afp.com/non-rfi-na-pas-annonce-les-resultats-de-lelection-presidentielle-au-senegal-avant-qu'ils-ne-soient>

partisan de l'information après qu'une interview ait été réalisée avec le principal candidat de l'opposition Ousmane Sonko⁶⁷.

VI.2.2.2.4. Médias transnationaux, influence éditoriale et vulnérabilités informationnelles : Médias sénégalais alignés l'influence étrangère (catalyseur 8)

Certaines pratiques, surtout impliquant les médias internationaux, illustrent une forme de "journalisme transactionnel". Ce type de pratiques, dans lequel des médias ou des journalistes sont soupçonnés de produire des contenus favorables en échange d'un financement, fragilise l'intégrité du paysage médiatique. Il ouvre la porte à des formes de manipulation informationnelle étrangères ou locales, dans lesquelles des récits sur des personnalités politiques peuvent être orientés pour légitimer ou délégitimer certains candidats.

En 2009, le président guinéen d'alors Moussa Dadis Camara aurait accusé le journaliste du magazine Jeune Afrique, Cheikh Yérém Seck, d'avoir tenté de monnayer une couverture médiatique positive en échange d'une somme d'argent. Ceci a fait polémique, remettant sur la table les accusations de corruption formulées au Sénégal pendant des années contre le magazine.⁶⁸

En 2019, plusieurs médias sénégalais ont prétendu que le candidat à l'élection présidentielle Ousmane Sonko aurait reçu un paiement de 195 000 dollars de la part de la compagnie pétrolière Tullow Oil⁶⁹, insinuant une tentative de manipulation ou de

⁶⁷ Le 8 juillet 2023, le Ministère de la Communication du Sénégal publie un communiqué dans lequel il accuse la chaîne d'information française, France 24 et l'accuse de relayer des "messages subversifs" et de "tenter de discréditer la communication de la police sénégalaise". https://www.pressafrik.com/Le-gouvernement-du-Senegal-accuse-France24-de-traitement-tendancieux-de-l-actualite-politique-au-Senegal_a259582.html

⁶⁸ Facture de 300 millions à Dadis Camara : Ce journaliste ivoirien brûle Yérém Seck publié en 2021 <https://www.lebanco.net/news/42593-facture-de-300-millions-a-dadis-camara-ce-journaliste-ivoirien-brule-yerim-seck.html>

⁶⁹ Les révélations de la journaliste anglaise, Michelle Madsen sur l'affaire Sonko et Tullow Oil https://www.pressafrik.com/Les-revelations-de-la-journaliste-anglaise-Michelle-Madsen-sur-l-affaire-Sonko-et-Tullow-Oil_a217305.html

financement occulte et contribuant à relayer un récit⁷⁰ erroné susceptible de porter atteinte à la réputation de l'opposant.⁷¹

L'article initial sur un site *Modern Ghana* avait été attribué à une journaliste inexistante "Michelle Damsen". La véritable journaliste mentionnée, Michelle Madsen, a nié toute implication, dénonçant une manipulation médiatique orchestrée autour de fausses identités et contenus.⁷²

L'affaire Sonko – Tullow Oil⁷³ est un cas typique des différents catalyseurs du pilier Média de la Méthodologie FIMI de IDEA. Il a permis, en période électorale, d'instrumentaliser la presse locale via la diffusion de faux documents. Ce processus de reproduction mécanique de contenus non vérifiés révèle une vulnérabilité structurelle de certains organes de presse face aux **campagnes d'influence et d'ingérence dans un processus électoral** — une dynamique typique des opérations de FIMI, où des preuves fabriquées sont utilisées pour manipuler l'opinion publique via les médias⁷⁴.

Dans le contexte de l'analyse des dynamiques d'influence médiatique au Sénégal, un exemple révélateur est la couverture du magazine Jeune Afrique (n°3040, avril 2019), titrée "Sénégal : L'hyper-président", consacrée au président Macky Sall. L'édition portait la mention explicite "*Cet exemplaire vous est offert et ne peut être vendu*", ce qui suggère une diffusion gratuite financée en dehors des circuits de vente traditionnels. Cette configuration s'apparente à un "achat de titre", stratégie souvent utilisée dans le cadre de placements médiatiques promotionnels visant à façonner la perception d'un dirigeant politique par un récit favorable, sans déclaration explicite de contenu sponsorisé.

⁷⁰ Connexions dangereuses entre Sonko et Tullow Oil : OXFAM au cœur d'un projet de déstabilisation du Sénégal, publié par Dakar'Actu le 10 janvier 2019
https://www.dakaractu.com/Connexions-dangereuses-entre-Sonko-et-Tullow-Oil-OXFAM-au-coeur-d-un-projet-de-destabilisation-du-Senegal_a163116.html

⁷¹ Parution du 11 janvier 2019 du quotidien L'Obs du groupe Futurs Médias reprenant une fake news sur internet accusant le candidat de l'opposition Ousmane Sonko de financement étranger pour le compte de sa campagne. Cette information est démentie par la société Tullow Oil. Cette parution intervient 30 jours avant la date de l'élection présidentielle.

⁷² Démenti officiel de Tullow Oil sur les accusations à propos d'un supposé financement du candidat Ousmane Sonko (le 11 janvier 2019 après publication du quotidien L'Obs).

⁷³ Non, Ousmane Sonko n'a pas reçu 195.000 dollars de la part d'une société pétrolière britannique, publié le 11 janvier 2019 par l'AFP
<https://factuel.afp.com/non-ousmane-sonko-na-pas-recu-195000-dollars-de-la-part-d-une-societe-petroliere-britannique>

⁷⁴ Idem

Cette pratique s'inscrit dans une logique de soft power stratégique, où des outils de l'information sont mobilisés pour influencer subtilement l'opinion publique nationale et internationale. Cela illustre des risques structurels identifiés par la méthodologie IDEA des FIMI : **l'instrumentalisation et l'influence de supports médiatiques internationaux à des fins politiques, en dehors des mécanismes de régulation ou de contrôle par les institutions locales** (catalyseur 8).

En juin 2019, le reportage de BBC Panorama illustre la capacité des médias internationaux à façonner l'agenda politique national en période post-électorale. Intitulé *The \$10 Billion Energy Scandal*⁷⁵, le documentaire a exposé des pratiques de corruption et de conflit d'intérêt autour de l'attribution de blocs gaziers à Frank Timis, en lien avec Aliou Sall, frère du président Macky Sall⁷⁶. La réception locale de cette investigation a transformé l'information en un vecteur de contestation et de mobilisation⁷⁷, notamment sur les réseaux sociaux.

La diffusion massive de ce récit sensible par une chaîne internationale (BBC) dans un contexte post-électoral fragilise la stabilité politique, même en l'absence de preuves judiciaires, ce qui peut être exploité par des acteurs étrangers à des fins d'influence ou de délégitimation. Cette affaire a suscité un climat d'hyperpolarisation, rendant difficile le discernement entre une enquête indépendante et une manœuvre d'influence ou d'ingérence au service d'intérêts extérieurs.

VI.2.2.3. Post-vérité et polarisation de l'espace public

Les réseaux sociaux concurrencent désormais les médias traditionnels comme source d'information principale pour le grand public. Chaque groupe démographique consomme l'information dans des espaces différents, créant des bulles d'influence informationnelles. Les citoyens adhèrent de plus en plus à des informations qui confirment leurs préjugés, même quand elles sont démenties par les faits.

⁷⁵ The \$10 Billion Energy Scandal <https://www.youtube.com/watch?v=UjTXRWMYpzQ>

⁷⁶ Enquête: BBC révèle un gros scandale sur le pétrole et le gaz au Sénégal <https://www.business-humanrights.org/fr/derni%C3%A8res-actualit%C3%A9s/enqu%C3%Aate-bbc-r%C3%A9v%C3%A8le-un-gros-scandale-sur-le-p%C3%A9trole-et-le-gaz-au-s%C3%A9n%C3%A9gal/>

⁷⁷ Affaire Petro Tim au Sénégal : des manifestants arrêtés à Dakar, publié par la BBC le 14 juin 2019 <https://www.bbc.com/afrique/region-48643457>

C'est particulièrement visible sur les réseaux sociaux. Cette observation est corroborée par plusieurs témoignages indiquant que la majorité des citoyens sénégalais consomment l'information via des canaux peu régulés, sans recoupement systématique avec des sources crédibles. Le phénomène est particulièrement marqué sur les groupes WhatsApp et les pages Facebook locales, où l'information est souvent partagée en cascade sans validation⁷⁸.

Les 1-7 juin 2023, pour apporter une "réponse" institutionnelle à ce phénomène, le gouvernement du Sénégal **censure** les principaux canaux d'information digitale (Facebook, Twitter, WhatsApp, Instagram, YouTube, Telegram, puis toute la data mobile a été restreinte). Officiellement, le gouvernement justifie cette censure en déclarant vouloir "freiner la diffusion de « messages haineux et subversifs »"⁷⁹.

Dans l'enquête Afrobarometer 2021, 54 % des Sénégalais jugent qu'un accès libre aux réseaux « informe et mobilise », mais 42 % estiment qu'« ils divisent et devraient être régulés⁸⁰ »

Le phénomène de post-vérité au Sénégal se nourrit d'un double mouvement : d'un côté, la croissance vertigineuse des usages numériques (augmentation du nombre d'abonnés Internet) alimente la circulation de contenus non vérifiés ; de l'autre, les algorithmes des plateformes enferment les publics dans des bulles d'influence par affinité qui radicalisent les positions et ferment toutes les portes à un espace ouvert où le juste milieu est accepté.

Les médias et pages financés par des groupes d'intérêts ou par des acteurs politiques exploitent ce terrain : publiereportages politiques, vidéos sensationnalistes sur le chômage des jeunes ou la vie chère, récits victimaires relayés par des influenceurs rémunérés.⁸¹

⁷⁸ Senegal Elections: CIPESA and AfricTivistes Engage Key Stakeholders on Content Moderation : <https://cipesa.org/2024/02/senegal-elections-cipesa-and-africtivistes-engage-key-stakeholders-on-content-moderation/>

⁷⁹ NetBlocks metrics confirm the restriction of Facebook, Twitter, WhatsApp, Instagram, YouTube, Telegram and other social media platforms in Senegal as of 1 June 2023. From 4 June 2023, mobile data was also suspended, sending many users fully offline in a daily curfew-style pattern for three days : <https://netblocks.org/reports/social-media-restricted-and-mobile-internet-cut-in-senegal-amid-political-unrest-W80QkaAK>

⁸⁰ Senegal's internet shutdowns are another sign of a democracy in peril <https://www.afrobarometer.org/publication/senegals-internet-shutdowns-are-another-sign-of-a-democracy-in-peril/>

⁸¹ Madiambal Diagne, journaliste et Président honoraire de l'Union internationale de la Presse Francophone (Uptf) ; Administrateur général du Groupe Avenir Communication/Journal Le Quotidien

Ces narratifs fortement émotionnels visent prioritairement les jeunes connectés, créant un canal privilégié pour les campagnes d'ingérence étrangères. Reporters Sans Frontières (RSF) relève d'ailleurs que la polarisation de l'écosystème sénégalais « s'est amplifiée sans réels garde-fous, jusqu'à voir se développer de la désinformation⁸² ».

VI.2.3. Soft power et réseaux d'influence russes par des acteurs politiques en relais locaux

La Russie déploie au Sénégal une stratégie d'influence articulée autour de trois grands leviers :

- Un soft power dans le secteur éducatif et universitaire (catalyseurs 5, 8, 9, 10) ;
- Une stratégie d'influence média (catalyseurs 6; 5, 8);
- Un réseau de solides relais locaux (catalyseurs 4, 5, Incitation 5, Incitation 6 ;

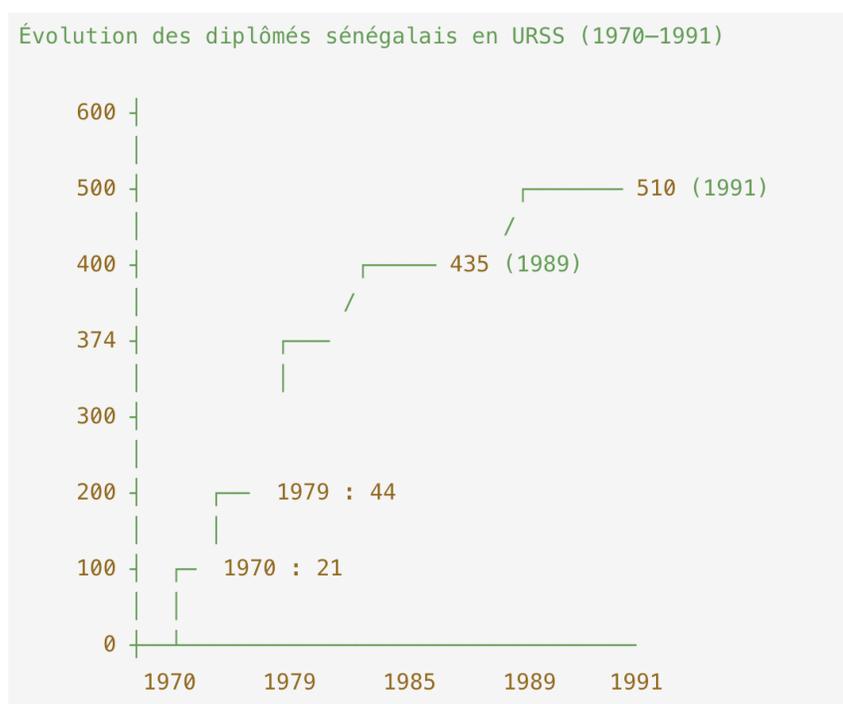
VI.2.3.1. Soft power éducatif et scientifique

Dès la fin des années 1950, l'Union soviétique a lancé des programmes de bourses pour les pays africains. Après les indépendances, l'URSS proposait des formations militaires à des officiers africains et des bourses d'études universitaires aux étudiants sénégalais. Cette vieille tradition s'est perpétuée avec le temps ayant comme effet, la naissance des premiers courants scientifiques et politiques "communistes"⁸³. Ces bourses visaient à former «les futures élites africaines», tant sur le plan technique que politique. De nombreux étudiants formés en URSS, en particulier à l'Université Patrice-Lumumba (URAP) de Moscou, ont adopté des idées marxistes-léninistes ou maoïstes et sont rentrés au Sénégal porteurs d'un nouvel activisme politique radical. Dans l'histoire politique Sénégalais, une grande partie des étudiants sénégalais formés en URSS sont liés à des mouvements marxistes-léninistes, notamment :

⁸² Le journalisme sénégalais à la croisée des chemins : Rapport Reporters sans frontières https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2024/06/Rapport%20Senegal%20v5%20%282%29_1.pdf

⁸³ Dès la fin des années 1950, l'Union soviétique a lancé des programmes de bourses pour les pays africains. Selon un rapport, «75 % des bourses soviétiques étaient offertes par le ministère de l'Éducation aux gouvernements africains, qui les attribuaient ensuite», y compris à des pays comme le Sénégal - https://www.researchgate.net/publication/349372232_Return_from_the_USSR_Soviet-educated_Africans_politics_and_work_1960s-2000s

- Le Parti africain de l'indépendance (PAI), mouvement d'opposition de gauche interdit par le régime de Léopold Sédar Senghor.
- Le Mouvement des jeunes marxistes-léninistes (MJML), fondé en 1970 par Landing Savané suite à des études en France et, indirectement, aux influences maoïstes et marxistes-léninistes.
- La Ligue Communiste des Travailleurs (LCT), un parti trotskiste créé en 1977, qui a notamment soutenu des grèves et actions étudiantes dès 1977



Progression du nombre de diplômés sénégalais en URSS, basé sur les données *Return from the USSR*⁸⁴

Aujourd'hui, la Russie continue de miser sur le soft power éducatif au Sénégal avec la « Semaine russe des mathématiques, de la physique et de l'informatique⁸⁵ » (20-25 novembre 2023). Cette grande activité d'influence d'envergure est coorganisée par

⁸⁴ Return from the USSR: Soviet-educated Africans, politics and work, 1960s–2000s

February 2021 - Constantin Katsakioris

https://www.researchgate.net/publication/349372232_Return_from_the_USSR_Soviet-educated_Africans_politics_and_work_1960s-2000s

⁸⁵Semaine Russe des Mathématiques, Physique et Informatique au Sénégal - 20 - 25 novembre 2023

<https://senegal.etu.ru/fr/home/o-proekte>

l'agence gouvernementale russe Rossotrudnichestvo⁸⁶, l'université LETI⁸⁷ et l'Association des diplômés russes au Sénégal, Elle a réuni quelque 365 lycéens francophones pour 36 heures de cours en russe. L'agence d'influence russe porte ses activités sous couverture d'une Université russe de renom et se déploie via un relais local qui est une vieille Association d'anciens diplômés sénégalais de la Russie⁸⁸.

Sur la plateforme web de l'activité créée par l'Agence Russe, il est indiqué que cette semaine est instaurée afin de susciter l'intérêt pour les études supérieures en Russie et de créer un vivier de futurs étudiants en STEM. Rossotrudnichestvo est critiquée pour son rôle présumé dans la diffusion de la propagande russe et l'organisation de manifestations pro-russes en Europe par l'Union européenne qui lui a imposé des sanctions en 2022⁸⁹.

VI.2.3.1.1. Comment les réseaux d'influence russes s'imbriquent-ils dans les catalyseurs FIMI d'International IDEA en utilisant le soft power éducatif et scientifique ?

Catalyseurs FIMI	Actions russes documentées au Sénégal	Mécanisme de vulnérabilité
Catalyseur 8 - Influence de médias étrangers	<ul style="list-style-type: none"> - « Semaine russe des mathématiques, de la physique et de l'informatique » (20-25 nov. 2023) pilotée par Rossotrudnichestvo : 36 h de cours, relais presse et réseaux sociaux locaux - Rossotrudnichestvo déjà sanctionnée par l'UE pour « agents d'influence » en 2022 	Création de contenus "éducation & science" qui légitiment Moscou tout en donnant aux médias sénégalais des sujets prêts-à-diffuser, sans contrepoids éditorial.

⁸⁶ Rossotrudnichestvo : Agence fédérale pour les affaires de la Communauté des États indépendants, les compatriotes vivant à l'étranger et la coopération humanitaire internationale Elle opère sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

⁸⁷ Université Électrotechnique d'État de Saint-Pétersbourg <https://etu.ru/fr/luniversite/>

⁸⁸ Vision Sénégal 2050 : des diplômés sénégalais de l'ex-URSS veulent mettre à profit leur expérience <https://aps.sn/vision-senegal-2050-des-anciens-diplomes-veulent-mettre-a-profit-leur-experience/>

⁸⁹ German prosecutors investigate Russia culture body <https://www.reuters.com/world/europe/german-prosecutors-investigate-russia-culture-body-2023-01-23/>

Catalyseur 9 - Journalisme détérioré / normes faibles	- Réutilisation sans vérification de dépêches ou visuels fournis par l'Ambassade et ses antennes culturelles. - Manque de fact-checking sur les récits anti-occidentaux et sur la présence du groupe Wagner (ex. reprises de dépêches)	Alimente un cycle de "copier/coller" qui affaiblit les standards rédactionnels et ouvre la porte à la désinformation.
Catalyseur 10 - Déclin de la confiance dans l'information	- Narratifs « anticolonialiste/anti français » relayés dans la sous-région, qui polarisent et brouillent les repères factuels ⁹⁰	En exploitant les frustrations post-coloniales, la Russie pousse à la méfiance généralisée envers les sources locales et internationales concurrentes.
Catalyseur 5 - Présence d'acteurs nationaux comme relais locaux	- Bourses soviétiques dès 1959 : formation de cadres marxistes-léninistes (PAI, MJML, LCT). - Association PARADE / Acteur politique sénégalais président de PARADE ⁹¹	Les réseaux d'anciens diplômés servent aujourd'hui de courroie de transmission pour les messages pro-russes.

VI.2.3.1. Poids d'une influence par les médias

La dimension médiatique de l'influence et de l'ingérence russe au Sénégal s'appuie sur des chaînes et plateformes pro-Kremlin (RT, Sputnik, Afrique Média sur YouTube et des pages dédiées sur Facebook/Telegram⁹²) pour diffuser un narratif « alternatif souverain » et critiquer systématiquement l'Occident.

La principale source d'influence médiatique sur internet a été fermée par Youtube pour des raisons de diffusion de propos propagandistes. Elle enregistrait 387 000 abonnés au moment de sa suppression par Youtube.⁹³

⁹⁰ Position politique du Président de PARADE : https://www.koldanews.com/2014/12/19/jaccuse-macky-sall-par-samba-diaw-de-convergence-liberale-a271544.html#gooole_vignette

⁹¹ Position politique du Président de PARADE contre le Président Macky Sall https://seneweb.com/fr/news/Politique/convergence-liberale-outree-par-les-sorties-calamiteuses-de-macky-sall_n_61579.html

⁹² Assiru Net Canal telegram prorusse <https://t.me/assirouinfo> - Chaîne Telegram officielle de l'Ambassade de Russie au Sénégal et en Gambie <https://t.me/AmbRussSenegal> - Association des Sénégalais en Fédération de Russie https://t.me/asr_ru

⁹³ Captures d'écran de vidéos similaires avec la même vignette et le même titre, réalisées par deux chaînes YouTube différentes. Les vidéos utilisent des extraits et une narration similaire. (Source, de haut en bas, de gauche à droite : @DefensiveDoctrine, @officialtrmedia)

La chaîne Afrique Média a été pendant longtemps, la principale source de contenus vidéos pour les pages réseaux sociaux et sites web de la diplomatie russe au Sénégal. Des enquêtes du Digital Forensic Research Lab (Atlantic Council) et de l'African Digital Democracy Observatory montrent que Afrique Média agit comme un porte-voix du Kremlin en Afrique francophone⁹⁴.

Sur le continent, des fermes à trolls, botnets et comptes fictifs sur Twitter, Facebook et Telegram sont déployés pour inonder les fils d'actualité de récits anti-France, anti-États-Unis ou de théories pro-putsch fabriquant une image "de grand leader visionnaire" pour le Président de la Transition burkinabé Ibrahim Traoré. Ces mêmes machines de désinformations sont aussi utilisées au Sénégal pour surfer sur les moindres tendances anti-france. Parallèlement, des canaux thématiques durables sur Telegram — en français, en anglais et en arabe — publient des posts accusant « l'Occident » de manipulations sanitaires ou électorales, renforçant ainsi une vision conspiratrice des enjeux locaux.

Sur X et Instagram, de faux comptes qui affichent le drapeau français s'expriment en français pour véhiculer des fausses informations propagandistes sur le Sénégal tout en créant des liens avec les pays de l'AES et leurs leaders en tenus militaires.

VI.2.3.4. Un solide réseau de relais locaux d'influence russe

Le relais principal de l'influence Russe au Sénégal est l'ONG PARADE⁹⁵ (Partenariat Alternatif Russie-Afrique pour le Développement Économique). L'ONG créée à Dakar et présente dans au moins 15 pays francophones d'Afrique ; elle se donne pour mission de promouvoir la coopération politique, culturelle et économique avec la Russie, tout en dénonçant « l'impérialisme occidental ». À sa tête se trouve Samba Mbenda Diaw, un militant "panafricaniste" sénégalais devenu, par ses prises de parole et ses déplacements à Moscou, l'un des porte-voix africains de la « vision multipolaire » russe. Diaw a notamment pris la parole au Multipolar Forum organisé par le mouvement russophile international et financé par le ministère russe des Affaires étrangères et

⁹⁴ Afrique Média : La voix de Poutine au cœur de l'Afrique ADD - Mai 16, 2024 <https://disinfo.africa/afrique-m%C3%A9dia-la-voix-de-poutine-au-c%C5%93ur-de-lafrique-4e86cae56bce>

⁹⁵ PARADE stirs up pro-Russian sentiment in Niger <https://disinfo.africa/parade-stirs-up-pro-russian-sentiment-in-niger-39382848929>

intervient régulièrement sur RT pour défendre la politique de Moscou et critiquer l'influence française en Afrique⁹⁶.

Sous sa direction, PARADE orchestre des rassemblements publics — comme celui du 8 avril à Dakar⁹⁷ — arbore massivement le drapeau russe lors de manifestations pro-Moscou et développe son réseau via des conférences à la MGIMO (Institut d'État des Relations Internationales de Moscou) et des partenariats officiels avec l'ambassade de Russie, confirmant ainsi ses liens étroits avec le Kremlin. Il est aussi acteur politique et à la tête du parti dénommé Convergence Libéral⁹⁸.

Catalyseurs et incitateurs des leviers d'influence russe au Sénégal selon la méthodologie IDEA

Levier d'influence russe	Catalyseurs (enablers)	Résultats
<p>2. Stratégie d'influence médiatique</p> <p>Cible Grand public francophone sénégalais, internautes et communautés en ligne Audience des chaînes de télévisions locales</p> <p>Objectif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plateformes numériques dédiées (RT, Sputnik, chaînes YouTube) • Contenus en français adaptés au public sénégalais • Vulnérabilité économique des médias locaux • Manque de régulation des contenus étrangers en ligne • Afrique Média comme vecteur principal de narratifs pro-russes 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion d'un discours « souverain » anti-occidental • Légitimation géopolitique de la Russie comme « alternative » • Contrôle du narratif pro-russe en Afrique francophone • Affaiblissement de l'influence française et américaine

⁹⁶ Russia's influence networks in Sahel activated after coups
<https://msblogs.thesourcemediaassets.com/sites/5/2023/09/Sahel-Gabon-Coup-Playbook-PDF.pdf> Samba Mbenda Diaw, Président de PARADE. Depuis 2019, il est secrétaire général du parti politique sénégalais Convergence Libéral. Il est également directeur général du média sénégalais Ouragan, qui diffuse régulièrement les activités de PARADE.

⁹⁷ Publication sur Facebook de l'Ambassade de la Russie au Sénégal sur le rassemblement organisé par l'association sénégalaise "Initiative panafricaine" PARADE le 8 avril
<https://www.facebook.com/ambrus.senegal/posts/344272047744596>

⁹⁸ Revirement de position politique du Président de PARADE à l'endroit du Président Macky Sall qu'il a critiqué au début de sa prise de fonction :
https://www.dakaractu.com/Samba-Diaw-convergence-liberale-Macky-Sall-a-toujours-place-la-Casamance-parmi-les-priorites-des-politiques-publiques_a165240.html

<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser un narratif pro-russe et anti-occidental; Contrôle du narratif pro-russe - Légitimer la Russie comme "alternative souveraine" 		
<p>3. Réseaux de relais locaux</p> <p>Cible Grand public, sénégalais sensible aux contenus locaux anti-france</p> <p>Objectif Promotion de la coopération avec la Russie, critique de "l'impérialisme occidental"</p>	<ul style="list-style-type: none"> • ONG PARADE et autres structures de partenariat Russie-Afrique • Présence dans 15 pays francophones d'Afrique • Partenariats formels avec l'ambassade russe • Liens académiques avec la MGIMO (Moscou) 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion idéologique anti-« impérialisme » occidental • Mobilisation (manifestation pro-Moscou : 8 avril, Dakar) • Interventions régulières sur RT pour défendre Moscou • Exploitation du sentiment panafricaniste & anti-français

VI.2.4. "Diplomatie" française institutionnalisée et influence politique stratégique

La France exerce au Sénégal une influence stratégique à travers une diplomatie institutionnalisée, structurée autour de plusieurs leviers : la coopération bilatérale, la diplomatie culturelle, les médias internationaux et les instruments multilatéraux. Cette stratégie s'articule autour d'un écosystème d'acteurs institutionnels tels que l'Agence française de développement (AFD), le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC), l'Institut français et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Yves Doutriaux, figure de la diplomatie et du droit public en France disait clairement dans sa conférence "Soft-diplomatie et influence" lors des journées franco-allemandes et européennes à Paris le 15 octobre 2020 que "*l'influence française dans le monde passe par le soft-power*". Une politique d'influence qui s'oppose au hard power (l'influence par les armes).

Les médias publics français jouent un rôle significatif dans l'espace informationnel sénégalais. Parmi eux, Radio France Internationale (RFI) et France 24 du groupe public

France Médias Monde⁹⁹ jouissent d'une audience considérable en Afrique francophone. RFI revendique en 2022 une audience hebdomadaire de près de 60 millions d'auditeurs, principalement sur le continent africain, tandis que France 24 est largement diffusée sur les plateformes satellitaires, numériques et hertziennes, y compris au Sénégal.

Dans le contexte sénégalais, ces médias sont souvent perçus comme des acteurs d'influence éditoriale et diplomatique, en raison de leur lien institutionnel avec l'État français. Leur rôle dans la diplomatie publique francophone est régulièrement évoqué dans les travaux universitaires et diplomatiques¹⁰⁰. Lors de la présidentielle de 2019 au Sénégal, RFI et France 24 ont été accusés par l'opposition et des internautes d'avoir relayé prématurément des tendances électorales en faveur de Macky Sall¹⁰¹, alimentant la méfiance envers les médias occidentaux perçus comme vecteurs d'influence française et accentuant la polarisation informationnelle.

L'ambiguïté entre information journalistique et communication diplomatique crée un flou propice à la désinformation, particulièrement lorsque ces médias traitent de questions politiques sensibles dans un contexte électoral tendu.

Facilitateurs et incitateurs des leviers d'influence français au Sénégal selon la méthodologie IDEA

Levier d'influence français	Catalyseurs(Enablers)	Résultats
------------------------------------	------------------------------	------------------

⁹⁹ France Médias Monde <https://www.francemediasmonde.com/fr/>

¹⁰⁰ "Radio France Internationale" and "Deutsche Welle" in Francophone Africa: International Broadcasters in a Time of Change par Anke Fiedler et Marie-Soleil Frère, mars 2016 https://www.researchgate.net/publication/295397969_Radio_France_Internationale_and_Deutsche_Welle_in_Francophone_Africa_International_Broadcasters_in_a_Time_of_Change

¹⁰¹ Article factchecké par l'AFP sur l'annonce des résultats des présidentielles de 2019, publié le 26 février 2019 <https://factuel.afp.com/non-rfi-na-pas-annonce-les-resultats-de-lelection-presidentielle-au-senegal-avant-qu'ils-ne-soient>

<p>1. Coopération institutionnelle & développement (AFD, SCAC, etc.)</p> <p>Catalyseurs relatifs au financement externe</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Héritage institutionnel : l'AFD, héritière de la Caisse centrale de la France libre, est installée à Dakar depuis 1941¹⁰² • Poids financier : l'AFD reste l'un des premiers bailleurs bilatéraux du pays, ce qui crée une dépendance des grands projets publics à son ingénierie financière. • Cadres juridiques bilatéraux (accords de prêts, garanties souveraines). • Absence d'alternatives domestiques pour financer des projets d'infrastructures à long terme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir une influence structurelle sur les priorités de développement du Sénégal (transport, énergie, gouvernance). • Sécuriser les marchés pour les entreprises françaises via l'écosystème « aide liée + expertise ». • Accès direct au dialogue politique (co-présidences de comités d'orientation, revues de portefeuille).
<p>2. Diplomatie culturelle & linguistique (Institut français, OIF, SCAC)</p> <ul style="list-style-type: none"> • C7 : domination de l'espace audiovisuel par quelques médias français limite le pluralisme local. • C8 : lignes éditoriales alignées sur la diplomatie française. • C9 : reprises non vérifiées de contenus étrangers dans les rédactions 	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau d'instituts (Dakar + 4 antennes régionales) disposant d'infrastructures propres et de budgets culturels. • Statut de la langue française : langue officielle et de travail. • Membre fondateur de l'OIF, offrant une plateforme multilatérale d'appui aux institutions. • Programmes de mobilité universitaire (bourses, co-tutelles) pilotés par le SCAC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rayonner par le "soft-power" : valoriser la culture, la langue et les valeurs françaises auprès des élites et des jeunes. • Renforcer l'image de partenaire incontournable dans l'espace francophone d'Afrique de l'Ouest. • Entretenir un vivier d'« alumni » francophiles susceptibles d'occuper demain des postes clés.

¹⁰² Au Sénégal, Dakar fait partie des implantations historiques du Groupe. La Caisse Centrale de la France libre y a ouvert ses premiers bureaux dès sa création en 1942. L'AFD entretient depuis des relations profondes avec le Sénégal. <https://sn.ambafrance.org/Agence-francaise-de-Developpement-AFD-3180>

<p>sous-dotées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • C10 : soupçons de partialité (ex. présidentielle 2019) qui sapent la confiance du public. 		
<p>3. Médias d'influence (RFI, France 24, TV5Monde)</p> <ul style="list-style-type: none"> • C7 : domination de l'espace audiovisuel par quelques médias français limite le pluralisme local. • C8 : lignes éditoriales alignées sur la diplomatie française. • C9 : reprises non vérifiées de contenus étrangers dans les rédactions sous-dotées. • C10 : soupçons de partialité (ex. présidentielle 2019) qui sapent la confiance du public. 	<ul style="list-style-type: none"> • Audience massive en Afrique francophone : RFI et France 24 restent en tête des audiences dans l'étude Africascope 2024¹⁰³ • Contenus en français facilement repris par les radios privées locales. • Carence de moyens dans les rédactions nationales, qui conduit à relayer gratuitement les dépêches des grands médias publics français. • Réglementation audiovisuelle permissive à l'égard des flux satellitaires étrangers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Façonner le cadrage narratif sur les enjeux régionaux (sécurité, démocratie, droits humains). • Contrer la concurrence informationnelle (Russie, Chine, Turquie) en gardant la position de référence. • Soutenir la diplomatie publique : image d'une France « plurielle et ouverte ».

¹⁰³ Africascope 2024 : RFI et France 24 toujours en tête des audiences
<https://www.francemediasmonde.com/fr/actualites/africascope-2024-rfi-et-france-24-toujours-en-tete-des-audiences/>

<p>4. Présence stratégique (défense & sécurité)</p> <p>Coopération sécuritaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accords de défense historiques (1960, renégociés à plusieurs reprises). • Partages de renseignement et entraînement conjoint entre EFS et armée sénégalaise. • Installations logistiques offrant une profondeur régionale jusqu'à mi-2025. • Crédibilité opérationnelle de la France dans la lutte anti-terroriste au Sahel. 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir des points d'appui pour les opérations françaises en Atlantique et au Sahel. • Préserver les intérêts économiques et la sécurité des ressortissants. • Prolonger l'influence militaire malgré la restitution progressive des bases (camp Geille et aérodrome de Dakar remis le 17 juillet 2025).
---	---	---

VI.2.5. Partenariat et coopération chinoise discrètes

La Chine adopte une stratégie plus subtile, axée sur l'économie, le partenariat média et la coopération technologique. Elle évite les interventions visibles mais favorise la dépendance via des partenariats stratégiques, des prêts d'infrastructures et le déploiement de technologies de surveillance.

Cette coopération sino-sénégalaise dans le domaine des médias et des infrastructures se déploie souvent par le biais d'accords bilatéraux, d'échanges de contenus et de projets techniques. Elle s'appuie solidement sur des liens diplomatiques et économiques, qui sont les principaux mécanismes d'influence chinoise au Sénégal.

Selon le rapport Freedom House (Beijing's Global Media Influence, 2022¹⁰⁴), les efforts d'influence de Pékin sur le Sénégal sont notables (32 / 85), la résilience locale faible (24 / 85), plaçant ainsi le pays dans une position vulnérable.

¹⁰⁴Rapport Freedom House - Beijing's Global Media Influence, 2022
<https://freedomhouse.org/fr/country/senegal/beijings-global-media-influence/2022>

VI.2.5.1. Accords et partenariats médias (vecteurs d'influence stratégique)

- Xinhua – Seneweb

En 2017, le pure-player Seneweb (plateforme d'information en ligne la plus visitée) a signé avec l'agence de presse Xinhua un protocole de partage de contenus. Seneweb publie régulièrement des dépêches de Xinhua et des tribunes de l'ambassadeur de Chine, sans contrepartie financière directe. Cette coopération permet à Pékin de diffuser ses récits officiels auprès du plus grand public en ligne de l'Afrique francophone¹⁰⁵

- Xinhua – APS (Agence de Presse Sénégalaise)

L'APS collabore avec Xinhua depuis 1978 ; leur accord a été renouvelé en juillet 2019 lors d'une visite du rédacteur en chef de Xinhua à Dakar. Les contenus de Xinhua (sujets politiques, économiques ou socioculturels) sont intégrés dans les dépêches de l'APS, garantissant une visibilité large aux positions officielles chinoises¹⁰⁶. L'Agence de Presse Sénégalaise est l'une des sources officielles d'information de l'État. Elle est à la fois média et opérateur de diffusion de contenus pour les autres médias locaux publics et privés.

- China Media Group – RTS

En 2018, la Radiodiffusion Télévision Sénégalaise (RTS) a conclu un partenariat avec le China Media Group (fusion de CCTV et China National Radio) pour diffuser des séries et documentaires chinois sur la TNT et par satellite. Cette coopération renforce la présence audiovisuelle de Pékin tout en masquant souvent son origine étatique. L'enquête de Freedom House ajoute que la chaîne nationale *“diffuse parfois des contenus pro-Pékin ; elle a par exemple affiché un compte à rebours de la visite de Xi Jinping au Sénégal en 2018. Elle a également réalisé des interviews de l'ambassadeur de Chine qui ont ensuite été republiées sur le site internet de l'ambassade, signe que l'institution n'a rien trouvé à redire*

¹⁰⁵ FreedomHouse : Beijing's Global Media Influence 2022
<https://freedomhouse.org/fr/country/senegal/beijings-global-media-influence/2022>

¹⁰⁶ FreedomHouse : Beijing's Global Media Influence 2022
<https://freedomhouse.org/fr/country/senegal/beijings-global-media-influence/2022>

*aux questions posées par les journalistes.*¹⁰⁷

- Le Soleil (quotidien d'État)

Le quotidien national publie ponctuellement des articles et entretiens pro-Pékin, notamment à l'occasion du centenaire du Parti communiste chinois en 2021, fondés sur des discours officiels et des tribunes de l'ambassadeur de Chine.

VI.2.5.2. Diplomatie économique, infrastructures et voyages de presse

L'ambassade de la République populaire de Chine à Dakar multiplie les points de presse thématiques (Xinjiang, Hong Kong, etc.), dont les communiqués sont systématiquement relayés, sans mise en perspective critique, par plusieurs médias locaux. Parallèlement, Pékin finance intégralement les séjours d'études et voyages de presse de plusieurs dizaines de journalistes africains et donc sénégalais¹⁰⁸ : l'objectif affiché est de faire découvrir « la réussite chinoise » et d'inscrire dans l'esprit des participants une image positive de la coopération bilatérale.

En 2017, StarTimes— filiale privée étroitement liée au PCC— a remporté l'appel d'offres pour équiper 300 villages sénégalais dans le cadre du projet « 10 000 villages africains ». Outre son offre de télévision par satellite, l'opérateur propose également des services de TNT ; malgré une condamnation du CNRA en 2018 pour exercice illégal de la diffusion terrestre, StarTimes demeure un acteur incontournable dans les zones rurales.

Huawei a fourni le matériel pour le premier test du réseau 5G (novembre 2020) conduit par Orange-Sonatel et assuré la construction d'un centre de données gouvernemental, financé par un prêt chinois, destiné à héberger l'ensemble des informations publiques. Cette infrastructure technique ouvre la porte à des dispositifs de surveillance et de filtrage inspirés du modèle chinois.

¹⁰⁷ Enquête sur l'influence de la Chine au Sénégal par Freedom House

¹⁰⁸ Article de la RTS sur le voyage de 20 journalistes sénégalais en 2025 : <https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/des-journalistes-senegalais-en-formation-a-beijing-dans-le-cadre-du-partenaire-sino-senegalais>

Le groupe Transsion, via sa marque Tecno (20 % du marché sénégalais des smartphones), renforce l'emprise technologique chinoise : des études ont mis en lumière des logiciels préinstallés sur certains modèles, susceptibles de collecter et transmettre des données utilisateurs à l'insu des propriétaires.

La stratégie FIMI chinoise au Sénégal

Mécanisme	Vecteurs locaux	Objectifs
<p>Accords de partage de contenus</p> <p>Catalyseurs 7-10 du pilier Média : manque de pluralisme (C7), influence alignée vers l'étranger (C8), normes professionnelles faibles (C9) et érosion de la confiance (C10).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Seneweb (Xinhua) • APS (Xinhua) • RTS (China Media Group) • Le Soleil 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion de récits pro-Pékin comme information « locale » • Légitimation des discours officiels du PCC
<p>Diplomatie publique & voyages de presse</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Journalistes sénégalais (séjours en Chine) • Médias reprenant les conférences 	<ul style="list-style-type: none"> • Crédibilisation de l'image chinoise • Création de relais dans la presse sénégalaise sensibles aux récits pro-Pékin. • Projeter une image de réussite économique et de "coopération gagnant-gagnant".
<p>Radiodiffusion</p> <p>Catalyseurs 7-10 du pilier média: manque de pluralisme (C7), influence alignée vers l'étranger (C8), normes professionnelles faibles (C9) et érosion de la confiance (C10).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Radio Chine Internationale Français : quatre fréquences (Dakar, Saint-Louis, Kaolack, Ziguinchor) , studios locaux, de visiteurs web. 	<p>Atteindre les élites francophones, asseoir une présence éditoriale visible et modernisée</p> <p>Renforcer la notoriété de la marque "Chine moderne" hors des réseaux sociaux.</p>

<p>Contrôle des infrastructures</p>	<ul style="list-style-type: none"> • StarTimes : fournisseur satellite/TNT pour 300 villages – malgré une mise en demeure du CNRA pour diffusion terrestre illégale (2018) • Huawei : partenaire du premier test 5G (nov. 2020) et constructeur du data-center gouvernemental financé par prêt EximBank • Tecno/Transsion : 20 % du marché smartphone ; logiciels pré-installés à risques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Capturer les audiences rurales/urbaines via les décodeurs StarTimes. • Offrir des solutions clés en main qui favorisent le verrouillage technologique (standards chinois). • Créer des capacités de surveillance des flux de données publiques.
<p>Influence sur les réseaux sociaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pages Facebook CGTN/RCI • Publicités ciblées via Facebook Ad Library 	<ul style="list-style-type: none"> • Amplification des contenus pro-Pékin • Atteinte aux jeunes internautes et élites connectées
<p>Médias de la diaspora & canaux WeChat</p> <p>Catalyseur 7-10 du Pilier Média : manque de pluralisme (C7), influence alignée vers l'étranger (C8), normes professionnelles faibles (C9) et érosion de la confiance (C10).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Associations Front Uni (Li Jicai) • Comptes WeChat Xinhua Afrique & MAE chinois 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien d'un réseau de relais au sein de la diaspora • Consolidation interne de l'adhésion aux récits

VI.3. Cadre légal et politiques favorisant les FIMI

La cartographie des instruments juridiques, réglementaires et institutionnels existants a permis d'apprécier les capacités à répondre aux défis de l'intensification des menaces liées aux FIMI.

VI.3.1. Revue du cadre normatif de la diffusion de l'information étrangère

La revue du cadre normatif de la diffusion de l'information s'appuie sur un examen des dispositions pertinentes du Code de la presse, ainsi que des textes encadrant l'organisation des activités de production, d'exploitation et de promotion cinématographiques et audiovisuelles, ainsi que la réglementation relative à l'affichage publicitaire.

VI.3.1.1. Parution de l'information étrangère dans les médias

La Constitution du 22 janvier 2001 modifiée dispose:

La République du Sénégal garantit à tous les citoyens les libertés individuelles fondamentales notamment le droit à l'information plurielle, ce droit s'exerce dans les conditions prévues par la loi (article 8).

Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses opinions par la parole, la plume, l'image, la marche pacifique, pourvu que l'exercice de ces droits ne porte atteinte ni à l'honneur et à la considération d'autrui, ni à l'ordre public (article 10).

La création d'un organe de presse pour l'information politique, économique, culturelle, sportive, sociale, récréative ou scientifique est libre et n'est soumise à aucune autorisation préalable. Le régime de la presse est fixé par la loi (article 11)¹⁰⁹.

Le régime de la presse est organisé par la loi n° 2017-27 du 13 juillet 2017 portant Code de la Presse ¹¹⁰. Cette loi cantonne l'implication des étrangers dans la mise en place d'un organe de presse écrite ou un organe de presse en ligne.

¹⁰⁹ Constitution de la République du Sénégal : <https://primature.sn/publications/lois-et-reglements/constitution-du-senegal>

¹¹⁰ Code de la Presse JO n°7036 du samedi 19 août 2017, <https://www.cnra.sn/do/wp-content/uploads/2021/08/Code-de-la-presse-version-officielle-du-JO.pdf>

L'article 69 du Code de la presse sénégalais impose qu'au moins 51 % du capital d'une entreprise de presse écrite soit détenu par des Sénégalais. Il limite à 20 % la part détenue par des étrangers, directement ou indirectement. Les actions doivent être nominatives et non transférables sans autorisation. De manière similaire, l'article 178 du Code de la presse étend ces exigences aux entreprises de presse en ligne.

La publication écrite étrangère au Sénégal doit déposer deux exemplaires auprès des ministères de la Justice, de l'Intérieur et de la Communication au moins quatre heures avant leur diffusion (article 77). De plus, avant toute première parution, le responsable doit fournir des informations au parquet du Procureur de la République du lieu de publication.¹¹¹.

Avant chaque diffusion, un dépôt légal de six exemplaires signés, incluant les formats électroniques, doit être effectué par le directeur de publication ou l'imprimerie auprès des autorités compétentes¹¹². Toutefois, la circulation, diffusion et vente de journaux au Sénégal peuvent être interdites par une décision conjointe et motivée des ministres de l'Intérieur et de la Communication (article 78).

VI.3.1.2. Diffusion de production, d'exploitation et de promotion cinématographiques et audiovisuelles

La production, l'exploitation et la promotion d'activités cinématographiques et audiovisuelles est régi par loi n°2002 – 18 du 15 avril 2002 portant règles d'organisation des activités de production, d'exploitation et de promotion cinématographiques et audiovisuelles et ses décrets subséquents.

Selon l'article 2 de la loi relative à l'activité cinématographique, toute œuvre audiovisuelle tournée au Sénégal doit obtenir une autorisation préalable. Cette exigence s'applique également à toute modification majeure du thème initial. L'autorisation peut être refusée si l'œuvre est jugée susceptible de troubler l'ordre public, de heurter les bonnes mœurs ou si elle concerne des sites sensibles comme les

¹¹¹ Article 80 Code de la Presse JO n°7036 du samedi 19 août 2017, <https://www.cnra.sn/do/wp-content/uploads/2021/08/Code-de-la-presse-version-officielle-du-JO.pdf>

¹¹² Article 83, Code de la Presse JO n°7036 du samedi 19 août 2017, <https://www.cnra.sn/do/wp-content/uploads/2021/08/Code-de-la-presse-version-officielle-du-JO.pdf>

zones militaires, les aéroports, le port autonome de Dakar ou les sites classés patrimoine mondial¹¹³.

Il est à noter que les motifs de refus d'autorisation de tournage se limitent aux atteintes à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à la captation d'images dans des zones sensibles¹¹⁴. Par ailleurs, la loi ne précise qu'explicitement que le refus est soumis à l'obligation de motivation. Des préoccupations d'ordre pécuniaires sont prises en compte pour le tournage les productions cinématographiques et audiovisuelles¹¹⁵.

L'exploitation des œuvres cinématographiques et audiovisuelles est subordonnée à l'obtention d'un visa délivré par le ministre chargé de la Cinématographie et de l'Audiovisuel. Ce visa peut prendre la forme d'une autorisation, d'une autorisation assortie de coupures, ou d'une interdiction, notamment aux mineurs. La décision est prise sur avis de la commission de contrôle des films cinématographiques, dont la composition et le fonctionnement sont fixés par arrêté ministériel.

VI.3.1.3. Information étrangère relative à l'apposition d'information publicitaire

Les lois n° 64-51 du 10 juillet 1964 relative à l'apposition d'affiches et de dispositifs de publicité et loi n° 83-20 du 28 janvier 1983 relative à la publicité n'ont jamais été suivies des décrets d'application nécessaires à leur effectivité. L'obsolescence de ce dispositif normatif est accrue, comme affirmé plus tôt par l'émergence de nouveaux paradigmes (l'internet, l'essor du numérique ou l'agressivité des GAFAMS) et de nouveaux acteurs : les créateurs de contenu.

La loi n° 83-20 du 28 janvier 1983 relative à la publicité précise que *“Nul ne peut exercer la profession de publicitaire sur le territoire national, sans autorisation administrative*

¹¹³ Article 3 loi n°2002 – 18 du 15 avril 2002 portant règles d'organisation des activités de production, d'exploitation et de promotion cinématographiques et audiovisuelles

¹¹⁴ Sont exclus du champ d'application de la présente loi les reportages réalisés par des journalistes à des fins d'information, le tournage de documents audiovisuels réalisés par des départements ministériels à des fins de promotion culturelle, technologique, touristique, économique ou d'attraction des investissements nationaux ou étrangers

¹¹⁵ Sauf dispense accordée par le Ministre chargé du cinéma et de l'audiovisuel, pour compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le tournage de films produits par des personnes physiques ou morales étrangères donne lieu au paiement d'une redevance de 600 000 francs pour les films de long métrage et 150 000 francs pour les films de court métrage. Cette redevance est destinée au fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle prévu par l'article 9 de la présente loi et qui est créé par loi de finances

*préalable. Les personnes étrangères désireuses de prospecter et de recueillir de la publicité, sont tenues d'obtenir l'autorisation administrative et de conclure un accord de représentation avec une agence locale agréée*¹¹⁶. L'autorisation administrative est délivrée par le Ministère de l'Information, après avis d'un organisme de contrôle et de réglementation de la publicité. L'organisme de contrôle et réglementation est chargé, entre autres, de veiller à la bonne observation de la déontologie professionnelle et de la réglementation en vigueur. Le chapitre III précise les obligations d'un contenu publicitaire. Parmi elles, on peut en citer : le respect des règles de décence, de loyauté et de vérité ; la proscription de toute exploitation de la superstition ou des sentiments de peur, de toute référence qui puisse déconsidérer une autre entreprise ou un autre produit ; toute déclaration ou présentation visuelle qui offense les mœurs et la morale en général, ou qui soit susceptible directement par voie d'omissions ou d'ambiguïté, de mensonge délibéré, d'abuser de la confiance du consommateur ou de son manque d'expérience. En gros, la publicité quel que soit son support ne doit pas induire en erreur ou manipuler le consommateur.

VI.3.2. Appréciation critique du cadre de l'encadrement de l'information manipulé au Sénégal

L'appréciation critique de l'encadrement de l'information étrangère se fait à travers les médias, la diffusion de production, d'exploitation de produits cinématographiques et audiovisuels et l'apposition d'information publicitaire. Mais d'emblée des remarques communes ont trois normes étudiées sont à relever :

- Les lois à l'étude semblent mettre davantage l'accent sur les autorisations, les accréditations de diffuser l'information sur le territoire sénégalais (composition du capital d'un média, autorisation de tournage ou de diffusion, accord de représentation avec une agence locale agréée). D'ailleurs, l'exposé des motifs des lois ne mentionne pas un besoin impérieux de porter une attention à l'information étrangère. Cette disposition ne fait pas l'objet d'une réglementation spécifique dans les textes de loi.

¹¹⁶ Article 4 de la loi relative à la publicité ; seuls Sont autorisés à poursuivre des activités publicitaires les agents de publicité établis au Sénégal, préalablement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

- Le cadre législatif actuel ne prend pas suffisamment en compte les mutations induites par l'essor des plateformes numériques, notamment l'émergence de nouveaux acteurs comme les influenceurs ou créateurs de contenu. Ces derniers, bien qu'ils soient actifs dans la diffusion de messages pouvant inclure des informations manipulées à caractère commercial ou politique, échappent largement à une régulation spécifique. Cette lacune réglementaire souligne l'urgence de repenser les mécanismes de contrôle de la publicité et de la manipulation sur les canaux numériques.

La première insuffisance de la régulation pour les médias est sans nul la limite de l'organe de régulation -le CNRA- qui ne peut réguler la presse écrite qu'en période électorale¹¹⁷. Ce qui veut dire qu'en dehors des périodes électorales, le monitoring de l'information étrangère laisse à désirer. Ce qui ouvre la voie à la diffusion des informations manipulées. Mais si par ailleurs les dispositions du Code pénal restent applicables.

En matière de diffusion, de production et d'exploitation de contenus cinématographiques et audiovisuels, le cadre juridique en vigueur met principalement l'accent sur des exigences d'ordre économique, commercial et technique, alignées sur les standards professionnels internationaux. Les textes réglementaires insistent sur les procédures d'autorisation, ainsi que sur les conditions de tournage et de diffusion, sans toutefois intégrer de manière explicite les enjeux contemporains liés à la manipulation ou à l'ingérence informationnelle dans ce secteur.

S'agissant de l'information publicitaire, comme affirmé plutôt, les textes lois qui l'encadrent n'ont été suivis de décrets d'application. Ce qui veut dire que l'organisme de contrôle et de réglementation de la publicité dont la dénomination et la composition devrait être fixée par décret n'a jamais vu le jour. La législation de la publicité, aujourd'hui, ne prend pas en compte les nouvelles technologies de l'information.

¹¹⁷ Art.L.61 de la loi n°2021-35 du 23 juillet 2021 portant Code électoral modifié

VII. Recommandations générales

Les constats dressés dans ce rapport - malgré que le Sénégal occupe la première place en Afrique de l'Ouest dans le classement de la résilience contre les FIMI - appellent une mobilisation coordonnée des institutions publiques, des acteurs médiatiques, des citoyens et de la société civile pour renforcer la résilience du Sénégal face aux FIMI. Ces recommandations visent à construire une réponse multisectorielle, préventive et démocratique aux FIMI, en consolidant la souveraineté informationnelle du Sénégal. Elles constitueront une réponse additionnelle aux mécanismes de résilience du pays contre les FIMI. Les recommandations suivantes sont structurées autour de quatre grands axes d'intervention :

- Renforcer le cadre juridique et réglementaire respectueux des droits humains et de la liberté d'expression, pour encadrer efficacement les pratiques numériques.
- Développer des campagnes de sensibilisation sur l'éducation aux médias, au numérique et à l'information.
- Encourager une collaboration accrue entre la société civile, les autorités publiques et les plateformes numériques pour lutter contre la propagation des contenus manipulateurs.
- Améliorer le dispositif normatif sous-régional ou panafricain sur la transparence des plateformes numériques concernant leurs algorithmes et la gestion des données personnelles.

VII.1. Recommandations pour la résilience du cadre légal

1. Renforcer le cadre normatif avec une perspective de droits humains, notamment le respect à la liberté d'expression, tout en définissant les périmètres techniques de la FIMI afin de permettre à la législation sénégalaise de traiter plus efficacement les menaces.
2. Doter l'organe d'autorégulation de moyens pour exercer ses missions conformément au Code de la presse.

3. Renforcer la législation existante pour veiller au contenu des productions cinématographiques, notamment pour les diffuseurs de contenus au niveau des plateformes numériques en mettant en place les organes de régulation en ce domaine.
4. Appuyer l'initiative d'adopter une norme sous-régionale sur l'intégrité de l'information.
5. Renforcer la Stratégie nationale pour le développement de l'Intelligence Artificielle (SNDIA) en adoptant une norme encadrant l'utilisation de l'intelligence artificielle¹¹⁸.
6. Se conformer à la législation en mettant en place une haute autorité de régulation des médias, en lui conférant un mandat renforcé afin de veiller à la désinformation, à la mésinformation ou à la mal information et aux FIMI.

VII.2 – Recommandations pour les Institutions publiques

Pour les institutions publiques :

- Renforcement du cadre juridique de résilience aux FIMI en mettant à jour les dispositifs légaux inhérents aux droits humains
- Prise en compte de la dimension FIMI dans les collaborations bilatérales ainsi que dans les accords de coopération avec les bailleurs étrangers et mission diplomatiques
- Surveillance stricte des stratégies de soft-power éducatifs ainsi que des accords de partenariats médias
- Création de cellule de veille informationnelle exclusive aux FIMI sous Primature (secrétariat technique : Communication/Numérique) avec CNRA, ARTP, CDP, Justice, Intérieur, Affaires étrangères, médias et société civile. Mandat : veille, coordination, réponse
- Coopération renforcée CNRA-CDP pour encadrer le microciblage

¹¹⁸ Stratégie nationale pour le développement de l'Intelligence Artificielle (SNDIA) validée en septembre 2023 et définit des orientations nationales concernant l'IA, prenant en compte l'éthique, les droits fondamentaux, la vie privée.

- Directive CDP sur le microciblage électoral : consentement explicite contre le ciblage sensible (ethnie, religion, opinions)
- Renforcement de la coordination interministérielle et celle entre les autres institutions étatiques
- Conclusion de protocoles avec les plateformes pour l'accès aux données de recherche et la transparence publicitaire. Canal d'urgence "élections & info-ops" avec les plateformes (Meta, X, YouTube, TikTok) : point de contact 24/7, format de signalement prioritaire, délais de traitement convenus
- Formation et sensibilisation des agents publics sur les FIMI : Déploiement de programme EMI (modules EMI pour agents publics, partis, journalistes, influenceurs et leaders communautaires)
- Alignement pour une conformité institutionnelle en instaurant une agence nationale avec mandat spécifique de lutte contre les FIMI.

VII.3 – Recommandation aux Médias et journalistes

Pour les médias et journalistes :

- Renforcement des formations en fact-checking et investigations (data et OSINT) pour les médias sénégalais
- Amélioration de la gouvernance des médias
- Prise en compte de la dimension FIMI dans les accords de partenariats médias avec les organes de presse étrangers
- Renforcement de l'indépendance économique avec encadrement des financements des médias
- Création d'une synergie des initiatives de lutte contre la FIMI
- Organisation de campagnes grand public multi-canal (radio en langues nationales, TV, plateformes, espaces communautaires).
- Mise en place d'un fonds de soutien à la soutenabilité économique des médias, conditionné à des critères déontologiques et de gouvernance

- Développement des chartes de transparence (financement, partenariats, contenus sponsorisés) et des registres publics
- Production d'enquêtes et de dossiers thématiques
- Étiquetage des contenus sponsorisés et des médias à financement d'État étranger.

VII.4 – Recommandations pour la Société civile

Pour société civile :

- Création de cellule nationale de veille FIMI (monitoring micro-ciblage, censure algorithmique, réseaux de bots/coordination)
- Développement des tableaux de bord publics (alertes, narratifs émergents, campagnes coordonnées)
- Programmes d'éducation au numérique et aux médias ouverts et accessibles : kits pédagogiques, MOOC, ateliers (apprendre les techniques de manipulation pour y résister).
- Sensibilisation des communautés locales
- Déploiement des outils collaboratifs de vérification citoyenne
- Collaboration avec les centres de recherche/universités
- Production de rapports thématiques

VIII. Bibliographie et sources citées

1. Méthodologie FIMI, International IDEA
<https://www.idea.int/project/combating-electoral-foreign-information-manipulation-and-interference>
2. <https://www.ansd.sn>
3. Cinquième Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5) de ANSD - <https://www.ansd.sn/recensement/rqph-5-2023>
4. Produits du recensement de 2023 : <https://www.ansd.sn/recensement/rqph-5-2023>
5. Fiche de présentation du Président Léopold Sedar Senghor sur le site officiel de la Présidence de la République du Sénégal - <https://www.presidence.sn/fr/presidence/leopold-sedar-senghor>
6. Measuring resilience to foreign information manipulation and interference in West Africa, by Ludovic Terren, Peter Van Aelst and Thomas Van Damme - European Union Institute for Security Studies (EUISS), November 2023
https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_22_CFI%20West%20Africa.pdf

7. *JNIM Threat in the Tri-Border Area of Mali, Mauritania and Senegal*, Timbuktu Institute, Mai 2025, <https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2025/05/16/rapport-inim-threat-in-the-tri-border-area-of-mali-mauritania-and-senegal.pdf>
8. Interview de Macky Sall avec la chaîne française France24
-<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/l-entretien/20230921-macky-sall-la-meilleure-d%C3%A9marche-%C3%A9tait-de-ne-pas-tenter-un-second-quinquennat>
9. *Une nouvelle ère de la Françafrique ?* Enquête+, publié le 16 mai 2024, <https://www.enqueteplus.com/content/renouveau-dans-les-relations-entre-la-france-et-le-s%C3%A9n%C3%A9gal-%C2%A0une-nouvelle-%C3%A8re-de-la>
10. Designing a Global Methodology for Analyzing Electoral Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI)
<https://www.idea.int/videos/designing-global-methodology-analyzing-electoral-foreign-information-manipulation-and>
11. L'astroturfing est une pratique de manipulation qui consiste à créer artificiellement l'apparence d'un mouvement populaire ou d'un soutien grassroots (de la base) alors qu'il s'agit en réalité d'une campagne organisée et financée par une organisation, une entreprise ou un groupe d'intérêts :
<https://theconversation.com/l-astroturfing-ou-l-art-de-creer-de-faux-mouvements-populaires-189185>
12. Le narrative seeding est "une stratégie consistant à injecter subtilement des narratifs ciblés dans des conversations organiques, souvent par le biais d'influenceurs, de faux profils ou de commentaires programmés".
13. Ces opérations visent l'exploitation des biais cognitifs pour influencer les attitudes. Elles manipulent les processus de pensée et les mécanismes de prise de décision des individus.
14. Les Standards de la communauté définissent ce qui est autorisé ou non sur Facebook, Instagram, Messenger et Threads. <https://transparency.meta.com/fr-fr/policies/community-standards/>
15. Message d'alerte et de signalement de Papa Ismaila Dieng, membre et responsable plaidoyer à AfricTivistes - 28 août 2019 -
16. Removing Coordinated Inauthentic Behavior From Israel, Facebook, 16 mai 2019, <https://about.fb.com/news/2019/05/removing-coordinated-inauthentic-behavior-from-israel/>
17. Facebook supprime 265 "faux comptes" pilotés selon lui depuis Israël - Europe1 .fr avec AFP
<https://www.europe1.fr/technologies/facebook-supprime-265-faux-comptes-pilotes-selon-lui-depuis-israel-3899096>
18. Réponse officielle reçue de Facebook le 7 février 2023 au signalement du contenu supprimé envoyé le 17 janvier 2023. Publication Facebook faite le 11 janvier par Aisha Dabo, Coordinatrice des Programmes à AfricTivistes.
19. un discours déshumanisant, sous la forme de comparaisons ou de généralisations concernant des animaux, des espèces pathogènes ou d'autres formes de vie sous-humaines
<https://transparency.meta.com/fr-fr/policies/community-standards/hate-speech/>
20. « Team Jorge » : Révélations sur les manipulations d'une officine de désinformation
<https://forbiddenstories.org/fr/team-jorge-desinformation/>
21. Une société israélienne fantôme aurait influencé des dizaines d'élections dans le monde
<https://www.rfi.fr/monde/20230215-une-soci%C3%A9t%C3%A9-isra%C3%A9lienne-font%C3%B4me-auroit-influenc%C3%A9-des-dizaines-d-%C3%A9lections-dans-le-monde>

22. Allison, Simon. "How Big Data swung Senegal's vote", Mail & Guardian, 6 septembre 2019. Disponible sur : <https://mg.co.za/article/2019-09-06-00-how-big-data-swung-senegals-vote/>
23. Élection présidentielle 2019 — Rapport de la mission d'observation électorale de l'UE, https://www.eods.eu/library/senegal_moe_ue_2019_rapport_final.pdf
24. StateCraft Inc. est une société de conseil en gouvernance et communication politique, fondée en 2014 et filiale du groupe RED For Africa <https://statecraftinc.com/portfolio/president-macky-sall/>
25. Spallian est une société française spécialisée en data-science, géo-intelligence, solutions d'aide à la décision, smart gouvernance et sécurité. Elle édite notamment les logiciels Corto (visualisation et cartographie décisionnelle) et Memento (collecte terrain de données) <https://www.spallian.com/>
26. Ingérence française dans le processus électoral du Sénégal : Halte au business illégal de Spallian - Par Dr Ndiaga Gueye, Président de ASUTIC et chercheur, 19 décembre 2021 <https://blog.asutic.org/fr/ing%C3%A9rence-fran%C3%A7aise-dans-le-processus-%C3%A9lectoral-du-s%C3%A9n%C3%A9gal-halte-au-business-ill%C3%A9gal-de-spallian>
27. Ingérence française dans le processus électoral du Sénégal : Halte au business illégal de la société Spallian (Par Ndiaga Gueye) https://www.seneneews.com/actualites/ingerence-francaise-dans-le-processus-electoral-du-senegal-halte-au-business-illegal-de-la-societe-spallian-par-ndiaga-gueye_379605.html
28. Senegal's President Sall launches global lobbying push, 8 July 2022, The Africa Report <https://www.theafricareport.com/221328/senegal-launches-global-lobbying-push-as-president-sall-eyes-third-term>
29. Mercury LLC registration, Lobbying Disclosure Act filing referencing Amil Emil Kirjas and contract with President Sall's office (Jan. 2021–Dec. 2022), U.S. Department of Justice <https://efile.fara.gov/docs/6170-Supplemental-Statement-20230214-21.pdf>
30. Compte Instagram du Stratégiste politique Emil Kirjas <https://www.instagram.com/emilkirjas/?hl=fr>
31. RADIOSCOPIE : Menaces silencieuses sur la démocratie Sénégalaise Par Cheikh Fall, Président AfricTivistes , Mars 2023 <https://cheikhfall.net/radioscopie-menaces-silencieuses-sur-la-d%C3%A9mocratie-s%C3%A9n%C3%A9galaise-3bd39b61cfd2>
32. Livre blanc du sur les événements de juin 2023, publié par le Gouvernement du Senegal, le 08 Juin 2023, https://africacheck.org/sites/default/files/media/documents/2023-06/LivreBlanc.Juin2023_230609_212756.pdf
33. Measuring resilience to foreign information manipulation and interference in West Africa, Report by by Ludovic Terren et al, for EUSS, November 2023 https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_22_CFI%20West%20Africa.pdf
34. Fiche pays Sénégal - Plateforme Reporters sans frontières ; <https://rsf.org/fr/pays-s%C3%A9n%C3%A9gal>
35. Il est temps de réviser les business models des médias sénégalais ! Par Dr Albert MENDY, Journaliste et professeur de communication <https://www.enquetepius.com/content/il-est-temps-de-r%C3%A9viser-les-business-models-des-m%C3%A9dias-s%C3%A9n%C3%A9galais%C2%A0>
36. Huawei, qui vient d'annoncer (juin 2025) un accord de « New Deal Technologique » avec l'État, multiplie déjà les initiatives médiatiques – concours étudiants et Digitruck filmés par des télévisions locales qui offrent une visibilité éditoriale largement positive à la firme chinoise

https://www.seneneews.com/actualites/economie/telecommunications/numerique-un-partenariat-strategique-entre-le-senegal-et-huawei-dans-le-cadre-du-new-deal-technologique_548745.html

37. WSJ Investigation: Huawei Staff Help Governments to Spy on People
<https://www.wsj.com/video/wsj-investigation-huawei-staff-help-governments-to-spy-on-people/0CE986A8-9975-4CB6-BB9C-031A24540E93>
38. Rencontre avec la presse s'est tenue à la Résidence de France, en présence de l'Ambassadeur de France au Sénégal, Philippe Lalliot
<https://laviesenegalaise.com/plus-de-17-200-demandes-de-visas-pour-la-france-accordees-a-des-senegalais-en-9-mois/>
39. Embassy Dakar engages Senegalese influencers <https://statemaq.state.gov/2020/02/0220ib01/>
40. Clôture à Beijing du séminaire des journalistes sénégalais : entre découverte de la Chine et plaidoyer diplomatique
https://www.dakaractu.com/Cloture-a-Beijing-du-seminaire-des-journalistes-senegalais-entre-decouverte-de-la-Chine-et-plaidoyer-diplomatique_a263898.html
41. Rapport Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Sénégal, Élection présidentielle 2024
https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2024/DP_MOE%20UE%20Se%CC%81ne%CC%81gal_26%2003%202024.pdf
42. Wade-N'Dour : épilogue d'un bras de fer, article Jeune Afrique publié le 1 juin 2010
<https://www.jeuneafrique.com/196793/politique/wade-n-dour-pilogue-d-un-bras-de-fer/>
43. Les raisons du blocage de TFM : Wade accuse Youssou Ndour d'être de connivence avec Bolloré, article publié par PressAfrik le 3 mai 2010
https://www.pressafrik.com/Les-raisons-du-blocage-de-TFM-Wade-accuse-Youssou-Ndour-d-etre-de-connivence-avec-Bollore_a27961.amp.html
44. Youssou N'Dour has fallen out with his old friend Abdoulaye Wade, prompting speculation that he will run for office <https://www.theguardian.com/world/2010/may/02/youssou-ndour-senegal-president-challenge>
45. Sénégal: les journalistes pris entre les feux du pouvoir et de l'opposition
<https://www.voafrique.com/a/s%C3%A9n%C3%A9gal-les-journalistes-pris-entre-les-feux-du-pouvoir-et-de-l-opposition-/5826551.html>
46. Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel du Sénégal
47. Senegal broadcasters Sen TV and ZIK FM suspended 72 hours over alleged breach of ethics
<https://cpj.org/2022/05/senegal-broadcasters-sen-tv-and-zik-fm-suspended-72-hours-over-alleged-breach-of-ethics/>
48. Continuing its persecution of Walfadjri media group, Senegalese government rescinds its broadcasting licence
<https://rsf.org/en/continuing-its-persecution-walfadjri-media-group-senegalese-government-rescinds-its-broadcasting>
49. Mouvement politique fondé par l'artiste et propriétaire de groupe de presse Youssou Ndour, candidat à l'élection présidentielle de février 2012
50. Mouvement politique lancé par Bougane Gueye Dany <https://queumsabopp.com/>
51. Bougane Gueye Dany : entreprise, politique et actualité brûlante de son arrestation, article publié le 22 octobre 2024 par Socialnetlink

<https://www.socialnetlink.org/2024/10/22/bougane-gueye-dany-entreprise-politique-et-actualite-brulante-de-s-on-arrestation/>

52. Attacks on the Press in 2008: Senegal, CPJ, publié le 10 février 2009, <https://cpi.org/2009/02/attacks-on-the-press-in-2008-senegal>
53. Freedom of the Press 2010 - Senegal, UNHRC <https://www.refworld.org/reference/annualreport/freehou/2010/en/76141>
54. Sénégal : RSF dénonce la suspension de Walf TV, un abus de pouvoir qui menace tous les médias, publié le 12 juin 2023 <https://rsf.org/fr/s%C3%A9n%C3%A9gal-rsf-d%C3%A9nonce-la-suspension-de-walf-tv-un-abus-de-pouvoir-qui-menace-tous-les-m%C3%A9dias>
55. Médias et pouvoirs politiques au Sénégal : étude de la transition d'une presse d'État vers un pluralisme médiatique, Moustapha Sow https://base.afrique-gouvernance.net/docs/ddoc_t_2016_0308_sow.pdf
56. Election présidentielle au Sénégal : confusion générale à l'heure des premiers résultats, publié le 25 février 2019 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/25/presidentielle-au-senegal-confusion-generale-a-l-heure-des-premiers-resultats_5427814_3212.html
57. Les restes de deux voitures brûlées qui auraient appartenu à Radio Futurs Media (RFM), Dakar, au Sénégal, le 5 mars 2021. Des individus ont partiellement détruit la devanture et les murs de l'immeuble abritant les locaux de la radio privée. © John Wessels / AFP - Rapport Sénégal, Reporter sans frontières https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2024/06/Rapport%20Senegal%20v5%20%282%29_1.pdf
58. Non, RFI n'a pas annoncé les résultats de l'élection présidentielle au Sénégal avant qu'ils ne soient connus, article publié le 26 février 2019 <https://factuel.afp.com/non-rfi-na-pas-annonce-les-resultats-de-lelection-presidentielle-au-senegal-avant-qu'ils-ne-soient-ne-soient>
59. Facture de 300 millions à Dadis Camara : Ce journaliste ivoirien brûle Yérim Seck publié en 2021 <https://www.lebanco.net/news/42593-facture-de-300-millions-a-dadis-camara-ce-journaliste-ivoirien-brule-yerim-seck.html>
60. Connexions dangereuses entre Sonko et Tullow Oil : OXFAM au cœur d'un projet de déstabilisation du Sénégal, publié par Dakar'Actu le 10 janvier 2019 https://www.dakaractu.com/Connexions-dangereuses-entre-Sonko-et-Tullow-Oil-OXFAM-au-coeur-d-un-projet-de-destabilisation-du-Senegal_a163116.html
61. Parution du 11 janvier 2019 du quotidien L'Obs du groupe Futurs Médias reprenant une fake news sur internet accusant le candidat de l'opposition Ousmane Sonko de financement étranger pour le compte de sa campagne. Cette information est démentie par la société Tullow Oil. Cette parution intervient 30 jours avant la date de l'élection présidentielle.
62. Démenti officiel de Tullow Oil sur les accusations à propos d'un supposé financement du candidat Ousmane Sonko (le 11 janvier 2019 après publication du quotidien L'Obs).
63. Fact Checking et crowdsourcing du blogueur Papa Ismaila Dieng. Identification de la manipulation orchestrée sur un site d'information ghanéen avec un faux nom de journaliste.
64. Non, Ousmane Sonko n'a pas reçu 195.000 dollars de la part d'une société pétrolière britannique, publié le 11 janvier 2019 par l'AFP, <https://factuel.afp.com/non-ousmane-sonko-na-pas-recu-195000-dollars-de-la-part-dune-societe-petroliere-britannique>

65. Idem
66. The \$10 Billion Energy Scandal <https://www.youtube.com/watch?v=UITXRWMyPzQ>
67. Enquête: BBC révèle un gros scandale sur le pétrole et le gaz au Sénégal
<https://www.business-humanrights.org/fr/demi%C3%A8res-actualit%C3%A9s/enqu%C3%AAte-bbc-r%C3%A9v%C3%A8le-un-gros-scandale-sur-le-p%C3%A9trole-et-le-gaz-au-s%C3%A9n%C3%A9gal/>
68. Affaire Petro Tim au Sénégal : des manifestants arrêtés à Dakar, publié par la BBC le 14 juin 2029
<https://www.bbc.com/afrique/region-48643457>
69. Senegal Elections: CIPESA and AfricTivistes Engage Key Stakeholders on Content Moderation :
<https://cipesa.org/2024/02/senegal-elections-cipesa-and-africtivistes-engage-key-stakeholders-on-content-moderation/>
70. NetBlocks metrics confirm the restriction of Facebook, Twitter, WhatsApp, Instagram, YouTube, Telegram and other social media platforms in Senegal as of 1 June 2023. From 4 June 2023, mobile data was also suspended, sending many users fully offline in a daily curfew-style pattern for three days :
<https://netblocks.org/reports/social-media-restricted-and-mobile-internet-cut-in-senegal-amid-political-unrest-W80QkaAK>
71. Senegal's internet shutdowns are another sign of a democracy in peril
<https://www.afrobarometer.org/publication/senegals-internet-shutdowns-are-another-sign-of-a-democracy-in-peril/>
72. Madiambal Diagne, journaliste et Président honoraire de l'Union internationale de la Presse Francophone (Upf) ; Administrateur général du Groupe Avenir Communication/Journal Le Quotidien
73. Le journalisme sénégalais à la croisée des chemins : Rapport Reporters sans frontières
https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2024/06/Rapport%20Senegal%20v5%20%282%29_1.pdf
74. Dès la fin des années 1950, l'Union soviétique a lancé des programmes de bourses pour les pays africains. Selon un rapport, « 75 % des bourses soviétiques étaient offertes par le ministère de l'Éducation aux gouvernements africains, qui les attribuaient ensuite », y compris à des pays comme le Sénégal -
https://www.researchgate.net/publication/349372232_Return_from_the_USSR_Soviet-educated_Africans_politics_and_work_1960s-2000s
75. Return from the USSR: Soviet-educated Africans, politics and work, 1960s–2000s February 2021 - Constantin Katsakioris
https://www.researchgate.net/publication/349372232_Return_from_the_USSR_Soviet-educated_Africans_politics_and_work_1960s-2000s
76. Semaine Russe des Mathématiques, Physique et Informatique au Sénégal - 20 - 25 novembre 2023
<https://senegal.etu.ru/fr/home/o-proekte>
77. Rossotrudnichestvo : Agence fédérale pour les affaires de la Communauté des États indépendants, les compatriotes vivant à l'étranger et la coopération humanitaire internationale Elle opère sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.
78. Université Électrotechnique d'État de Saint-Petersbourg <https://etu.ru/fr/luniversite/>
79. Vision Sénégal 2050 : des diplômés sénégalais de l'ex-URSS veulent mettre à profit leur expérience
<https://aps.sn/vision-senegal-2050-des-anciens-diplomes-veulent-mettre-a-profit-leur-experience/>
80. German prosecutors investigate Russia culture body
<https://www.reuters.com/world/europe/german-prosecutors-investigate-russia-culture-body-2023-01-23/>

81. Assiru Net Canal telegram prorusse <https://t.me/assirouinfo> - Chaîne Telegram officielle de l'Ambassade de Russie au Sénégal et en Gambie <https://t.me/AmbRussSenegal> - Association des Sénégalais en Fédération de Russie https://t.me/asr_ru
82. Captures d'écran de vidéos similaires avec la même vignette et le même titre, réalisées par deux chaînes YouTube différentes. Les vidéos utilisent des extraits et une narration similaires. (Source, de haut en bas, de gauche à droite : @DefensiveDoctrine, @officialtrmedia)
83. Capture de lien mort sur la plateforme de l'Agence de Presse Sénégalaise (APS) après reprise de le lien de vidéo publiée par la chaîne youtube pro russe Afrique Média (supprimée par Youtube).
84. Afrique Média : La voix de Poutine au cœur de l'Afrique ADD - Mai 16, 2024
<https://disinfo.africa/afrique-m%C3%A9dia-la-voix-de-poutine-au-c%C5%93ur-de-lafrique-4e86cae56bce>
85. PARADE stirs up pro-Russian sentiment in Niger
<https://disinfo.africa/parade-stirs-up-pro-russian-sentiment-in-niger-393828489929>
86. Russia's influence networks in Sahel activated after coups
<https://msblogs.thesourcemediaassets.com/sites/5/2023/09/Sahel-Gabon-Coup-Playbook-PDF.pdf>
87. Samba Mbenda Diaw, Président de PARADE. Depuis 2019, il est secrétaire général du parti politique sénégalais Convergence Libéral. Il est également directeur général du média sénégalais Ouragan, qui diffuse régulièrement les activités de PARADE.
88. Publication sur Facebook de l'Ambassade de la Russie au Sénégal sur le rassemblement organisé par l'association sénégalaise "Initiative panafricaine" PARADE le 8 avril
<https://www.facebook.com/ambrus.senegal/posts/344272047744596>
89. Publication Facebook de Samba Diaw Président PARADE International, faisant la promotion d'un partenariat avec la Russie tout en surfant sur le sentiment anti-français du public.
<https://www.facebook.com/samba.mbenda.diaw/videos/1063365632168051>
90. Présentation du partenariat AFD et Sénégal <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/senegal>
91. France Médias Monde <https://www.francemediasmonde.com/fr/>
92. "Radio France Internationale" and "Deutsche Welle" in Francophone Africa: International Broadcasters in a Time of Change par Anke Fiedler et Marie-Soleil Frère, mars 2016
https://www.researchgate.net/publication/295397969_Radio_France_Internationale_and_Deutsche_Welle_in_Francophone_Africa_International_Broadcasters_in_a_Time_of_Change
93. Article factchecké par l'AFP sur l'annonce des résultats des présidentielles de 2019, publié le 26 février 2019
<https://factuel.afp.com/non-rfi-na-pas-annonce-les-resultats-de-lelection-presidentielle-au-senegal-avant-qu'ils-ne-soient>
94. Au Sénégal, Dakar fait partie des implantations historiques du Groupe. La Caisse Centrale de la France libre y a ouvert ses premiers bureaux dès sa création en 1942. L'AFD entretient depuis des relations profondes avec le Sénégal. <https://sn.ambafrance.org/Agence-francaise-de-Developpement-AFD-3180>
95. Africascope 2024 : RFI et France 24 toujours en tête des audiences
<https://www.francemediasmonde.com/fr/actualites/africascope-2024-rfi-et-france-24-toujours-en-tete-des-audiences/>
96. Rapport Freedom House - Beijing's Global Media Influence, 2022
<https://freedomhouse.org/fr/country/senegal/beijings-global-media-influence/2022>

97. FreedomHouse : Beijing's Global Media Influence 2022
<https://freedomhouse.org/fr/country/senegal/beijings-global-media-influence/2022>
98. FreedomHouse : Beijing's Global Media Influence 2022
<https://freedomhouse.org/fr/country/senegal/beijings-global-media-influence/2022>
99. Enquête sur l'influence de la Chine au Sénégal par Freedom House (page 82)
100. Article de la RTS sur le voyage de 20 journalistes sénégalais en 2025 :
<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/des-journalistes-senegalais-en-formation-a-beijing-dans-le-cadre-d-u-partenariat-sino-senegalais>
101. Voyages de groupes de 20 professionnels des médias sénégalais en Chine en 2019 et 2025
102. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Mme Irene Khan, 13 avril 2021
<https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc4725-disinformation-and-freedom-opinion-and-expression-report>
103. Déclaration des devoirs et des droits des journalistes adoptée les 24/25 novembre 1971
https://fr.wikipedia.org/wiki/Charte_de_Munich
104. Déclaration conjointe
https://www.law-democracy.org/wp-content/uploads/2018/11/mandates_decl_2017.French.pdf, consulté le 29.06.2025.
105. Rapport de la rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression sur « la désinformation et la liberté d'opinion et d'expression », p. 14, déjà cité.
106. Constitution de la République du Sénégal :
<https://primature.sn/publications/lois-et-reglements/constitution-du-senegal>
107. Code de la Presse JO n°7036 du samedi 19 août 2017,
<https://www.cnra.sn/do/wp-content/uploads/2021/08/Code-de-la-presse-version-officielle-du-JO.pdf>
108. Article 80 Code de la Presse JO n°7036 du samedi 19 août 2017,
<https://www.cnra.sn/do/wp-content/uploads/2021/08/Code-de-la-presse-version-officielle-du-JO.pdf>
109. Article 83, Code de la Presse JO n°7036 du samedi 19 août 2017,
<https://www.cnra.sn/do/wp-content/uploads/2021/08/Code-de-la-presse-version-officielle-du-JO.pdf>
110. Article 130 al 7 Code de la Presse JO n°7036 du samedi 19 août 2017,
<https://www.cnra.sn/do/wp-content/uploads/2021/08/Code-de-la-presse-version-officielle-du-JO.pdf>
111. Article 97 du Code de la presse
112. Article 431-15 de la loi 2008-11 du 25 janvier 2008 portant sur la cybercriminalité
113. Article 26 loi n° 2006-04 du 4 janvier 2006, portant création du conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA).
114. Article 3 loi n°2002 – 18 du 15 avril 2002 portant règles d'organisation des activités de production, d'exploitation et de promotion cinématographiques et audiovisuelles
115. Sont exclus du champ d'application de la présente loi les reportages réalisés par des journalistes à des fins d'information, le tournage de documents audiovisuels réalisés par des départements ministériels à des fins de

promotion culturelle, technologique, touristique, économique ou d'attraction des investissements nationaux ou étrangers

116. Sauf dispense accordée par le Ministre chargé du cinéma et de l'audiovisuel, pour compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le tournage de films produits par des personnes physiques ou morales étrangères donne lieu au paiement d'une redevance de 600 000 francs pour les films de long métrage et 150 000 francs pour les films de court métrage. Cette redevance est destinée au fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle prévu par l'article 9 de la présente loi et qui est créé par loi de finances
117. Article 4 de la loi relative à la publicité ; seuls Sont autorisés à poursuivre des activités publicitaires les agents de publicité établis au Sénégal, préalablement à l'entrée en vigueur de la présente loi.
118. Art.L.61 de la loi n°2021 -35 du 23 juillet 2021 portant Code électoral modifié